



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord

Vingt-neuvième session du Comité
intergouvernemental d'experts (CIE)

L'industrialisation pour un développement durable et
inclusif en Afrique du Nord

Les conditions économiques et sociales en
Afrique du Nord, 2012-2013



Rabat, Maroc, 4-6 mars 2014

Distr. : GENERALE
CEA-AN/CIE/XXIX/2
Mars 2014
Original : FRANÇAIS



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord

Vingt-neuvième session du Comité intergouvernemental
d'experts (CIE)

Rabat (Maroc)
4 - 6 mars 2014

Distr.: GÉNÉRALE

CEA-AN/CIE/XXIX/2
Mars 2014

Original: FRANÇAIS

Les conditions économiques et sociales en Afrique du Nord, 2012-2013

Table des matières

INTRODUCTION	1
CHAPITRE I – ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET REGIONAL	3
I- Un contexte international marqué par un ralentissement économique, une inflation raisonnable et un chômage massif.....	3
II- Afrique : Poursuite de la résilience affichée depuis 2011.....	6
CHAPITRE II - CHANGEMENTS RÉCENTS ET PERSPECTIVES D’AVENIR POUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L’AFRIQUE DU NORD	11
I- Croissance économique : des perspectives encore mitigées.....	11
II- Inflation et taux de change : Une tendance baissière des taux d’inflation tirée par le recul des cours mondiaux des produits alimentaires.....	15
III- Investissement.....	18
A. L’investissement brut en capital fixe en légère hausse, en dépit du contexte régional.....	18
B. Un ratio de l’IDE dans l’investissement intérieur plombé par la durée des transitions politiques en cours.....	21
IV- Evolution des échanges extérieurs et intégration régionale.....	23
A. Echanges extérieurs : L’environnement politique et sécuritaire continue d’affecter les performances commerciales.....	23
1. Une offre régionale de marchandises structurellement faible.....	24
2. La prédominance des produits primaires.....	25
3. Le redressement progressif du commerce des services.....	25
4. Un solde des transferts en légère contraction.....	26
5. Une aggravation du déficit des comptes courants.....	27
B. Intégration régionale.....	27
1. Evolution des échanges intra-régionaux.....	27
2. Evolution du commerce au sein de l’Union du Maghreb Arabe.....	29
CHAPITRE III – DEVELOPPEMENT SOCIAL	31
I- Les perspectives en terme de développement humain et social.....	31
II- Evolution des indicateurs du développement social et humain.....	32
A. Les progrès les importants ont été réalisés dans la santé et l’éducation.....	33
B. Afrique du Nord, la région où l’espérance de vie a le plus progressé sur le continent.....	34
C. Des gains importants en termes de baisse de la mortalité infantile et maternelle.....	35
D. L’OMD sur le taux net de scolarisation dans le primaire est atteint avant l’échéance de 2015.....	36
III- Les défis à venir en termes de développement humain et social.....	37
A. Le problème lié à la surcharge pondérale.....	37
B. Le problème lié au vieillissement de la population.....	38
IV- Un taux de Chômage qui reste structurellement élevé.....	40
V- L’évolution des inégalités.....	42
A. Les inégalités liées au sexe.....	42
1. La participation des femmes au marché de travail.....	42
2. Le pourcentage des sièges parlementaires détenus par des femmes.....	43
B. Les inégalités régionales.....	44
VI- Politiques et stratégies de développement social pour 2014.....	45
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	47
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	51

INTRODUCTION

1. En Afrique du Nord, l'année 2013 a été marquée par les effets du ralentissement de la croissance mondiale et par le prolongement des transitions liées aux crises sociopolitiques dans plusieurs pays de la sous-région.
2. Le ralentissement de l'économie mondiale s'est effectué dans un contexte de poursuite des politiques de rigueur budgétaire dans la plupart des pays développés, de chômage élevé et de contraction de la demande extérieure globale qui s'est traduite par un ralentissement de la croissance de nombreux pays émergents. A l'instar de nombreuses zones en développement, l'Afrique du Nord a subi cette mauvaise conjoncture alors que les défis auxquels elle est confrontée restent aigus.
3. Ces contraintes exogènes ont réduit les marges de manœuvres existantes pour répondre à ces défis et souligné ainsi la nécessaire réduction de la vulnérabilité de la sous-région aux chocs exogènes, au travers d'une démarche volontariste de diversification aussi bien des partenaires que de l'appareil productif. Au-delà de la sphère externe, dans la plupart des pays d'Afrique du Nord s'est posée la question de la mise en place de politiques contra cycliques, qui dynamisent la demande interne pour soutenir la croissance et pour engendrer une accélération de la création d'emplois de plus en plus qualifiés et de qualité afin de répondre au défis du chômage, notamment celui des diplômés qui reste encore très élevé.
4. De telles politiques volontaristes risquent de faire peser des contraintes supplémentaires sur les équilibres des finances publiques et leur soutenabilité de long terme. Aussi, le débat a également porté sur la question de leur accompagnement par des réformes des systèmes de subvention et de transferts afin que ceux-ci soient beaucoup plus efficaces et soient les instruments d'une réelle croissance durable et inclusive
5. Le présent rapport analyse et évalue les évolutions économiques et sociales au cours de l'année écoulée et les perspectives de la sous-région et des pays pour l'année à venir. En particulier, il fournit des données et informations de base sur les politiques récentes de développement, dans le but de susciter un large débat entre les Etats membres, les organisations intergouvernementales et les autres acteurs de développement. Il propose également des recommandations qui seront discutées et complétées par les participants à la XXIX^{ème} réunion du Comité Intergouvernemental des Experts(CIE), en vue d'identifier les orientations et mesures les plus adaptées aux défis de développement auxquels font face les pays et la sous-région dans son ensemble.
6. L'élaboration du rapport a donné la priorité aux données fournies par les Etats Membres sur la base d'un questionnaire établi par le Bureau, communiqué aux Etats membres en octobre 2013 et complété par des données compilées par le Centre Africain des Statistiques de la CEA, d'autres agences du Système des Nations Unies, le Fonds Monétaire International, la Banque mondiale. La diversité des sources ainsi que l'indisponibilité des données pour certaines variables, d'un pays à un autre, nous invitent à repenser le dispositif actuel et à mettre en place ensemble un mécanisme de collecte systématique et régulière des données. C'est une des raisons pour laquelle la CEA a souhaité développer la production régulière de profils pays, dont l'objectif principal est de fournir un nouveau moyen pour produire et diffuser des analyses et des recommandations pour la transformation économique, le renforcement de l'intégration régionale, la planification du développement et de la gouvernance économique; et l'accompagnement des décideurs dans leurs efforts d'atténuation des risques potentiels. Le processus de compilation de ces profils pays impliquera la collecte continue et l'harmonisation des données et informations sur le pays, l'agrégation des indicateurs pour les communautés économiques régionales (CER) et les sous -régions, et l'analyse des tendances pour produire des prévisions opportunes. Un résultat important du processus des profils pays sera donc le renforcement de la capacité des États membres à produire et à diffuser des statistiques de qualité et à jour, ainsi que l'analyse des enjeux, des défis et des réponses apportées conduisant à une planification fondée sur des données probantes et l'élaboration de politiques basées sur les priorités nationales et sous-régionales en matière de développement.

7. Le rapport est subdivisé en 3 chapitres. Le premier chapitre traite de l'environnement international et régional. Il présente les évolutions majeures survenues en 2013 dans les principales économies et régions du monde. Le deuxième chapitre porte sur l'évolution des principaux agrégats macroéconomiques en Afrique du Nord. Il analyse l'évolution et les prévisions de la croissance, de l'inflation, des taux de change, du commerce extérieur, des investissements et des variables monétaires. Le troisième et dernier chapitre est consacré au développement social et humain et à l'analyse de l'évolution de la situation de l'emploi et des mesures visant à lutter contre les différents défis sociaux auxquels font face les pays de la sous-région. Le rapport conclut avec un récapitulatif des principales conclusions et des recommandations que le Bureau soumet à l'appréciation et à l'approbation du CIE. Les recommandations issues du CIE seront transmises pour approbation finale à la conférence des Ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA.

CHAPITRE I – ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET REGIONAL

8. Depuis quelques années, l'économie mondiale connaît des évolutions significatives, comme l'émergence de nouveaux acteurs globaux, ou la faiblesse structurelle de la croissance européenne. Ces évolutions ont des conséquences importantes sur le continent et particulièrement sur l'Afrique du Nord, sous forme non seulement d'opportunités, mais aussi de défis ou risques à relever pour le développement des pays et de la sous-région. La nouvelle dynamique de croissance du continent rend la position géostratégique de l'Afrique du Nord encore plus importante. En tant qu'un des principaux points d'entrée sur le continent africain à partir aussi bien de l'Asie, de l'Amérique du Nord, que de l'Europe, son principal partenaire commercial, l'Afrique du Nord est face au défi qui consiste à accompagner l'accélération de la transformation structurelle du continent en opérant sa propre transformation structurelle, afin de mieux tirer profit de l'énorme potentiel économique qu'offre cette évolution.

9. Ce défi est d'autant plus complexe qu'il doit être entrepris dans un contexte global morose où la croissance mondiale est en ralentissement, avec des perspectives futures peu encourageantes chez les principaux partenaires, à l'opposé de celles attendues sur le reste du continent.

10. Ainsi, même si la sous-région reste exposée aux risques liés au ralentissement de la croissance, notamment sur le continent européen, elle voit s'ouvrir de réelles possibilités liées à la croissance et aux opportunités africaines qui ne manqueront pas de se renforcer avec la transformation structurelle du continent.

I- Un contexte international marqué par un ralentissement économique, une inflation raisonnable et un chômage massif

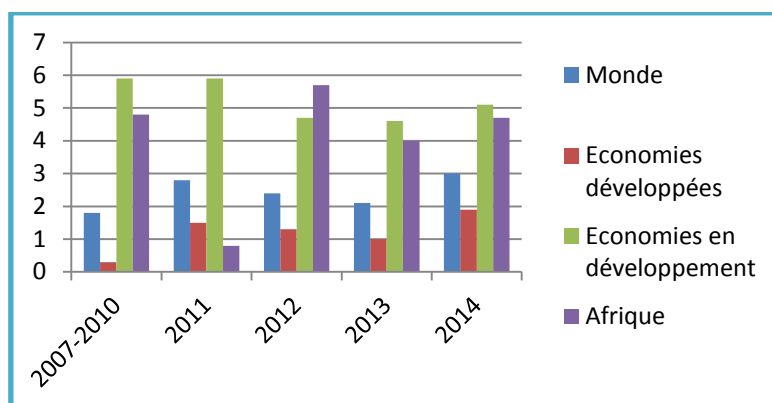
11. En 2013, la croissance mondiale a continué son ralentissement observé depuis 2011. A l'exception des économies d'Amérique du Sud et notamment du Brésil, la plupart des zones économiques de la planète ont connu une décélération de la croissance en 2013. Ce constat a notamment concerné de nombreuses économies développées qui ont continué leur consolidation budgétaire afin de réduire significativement leur dette publique.

12. D'un point de vue global, la croissance a été de 2.1%, contre 2.4% en 2012. Ce ralentissement s'est effectué dans un contexte de politiques de rigueur budgétaire et d'austérité dans la plupart des pays développés et de chômage mondial qui reste élevé, autour de 6%¹, entraînant des répercussions sur le dynamisme de la demande agrégée mondiale, malgré une amélioration du marché du travail aux Etats Unies ou en Allemagne. De leur côté, les pays émergents et en développement ont réussi à contenir les tensions inflationnistes apparues en 2012 et au début de l'année 2013. Mais par ailleurs, ils ont subi les conséquences de la contraction de la demande extérieure globale, qui se sont traduites par un ralentissement de la croissance de la plupart de ces pays. Le second semestre 2013 a connu une reprise de l'activité économique avec notamment la sortie de récession de la zone Euro. Même si les prévisions de relance de la croissance mondiale pour 2014 sont positives, elles demeurent encore incertaines. Avec 3%, la croissance mondiale devrait donc repartir à la hausse, soutenue par une reprise dans les pays développés, notamment aux Etats Unis et dans la zone Euro et la fin du ralentissement dans des grands pays émergents comme la Chine. Cependant, de nombreux facteurs de risques continuent à peser sur les perspectives de croissance. Les risques de taux de change et de volatilité des capitaux notamment continuent de faire peser des contraintes fortes sur les perspectives de croissance des pays en développement et nécessite une meilleure coordination internationale des politiques monétaires globale².

¹ Estimation BIT.

² Données Nations Unies (UN-DESA), estimations pour 2011 et prévisions pour 2012 et 2013.

Graphique 1: Evolution de la croissance mondiale 2006-2013



Source UNDESA (2013) : 2013 estimations, 2014 prévisions

13. Après la récession de 2012, l'Union européenne a connu une reprise de l'activité, particulièrement au second semestre 2013, tirée notamment par un solde positif de la balance commerciale et dans une moindre mesure une relance de la consommation intérieure et de l'investissement. Cette reprise d'une dynamique positive de la croissance a permis de sortir de la récession et d'établir une croissance annuelle quasiment nulle (-0.1%) en 2013. Cette tendance positive devrait se poursuivre en 2014 et permettre d'atteindre une croissance annuelle de 1,5%. Cependant, même si les conditions extérieures deviennent favorables, la croissance européenne restera contrainte par les conditions internes qui influent sur la demande et l'investissement domestique, notamment la poursuite de la consolidation budgétaire, justifiée entre autres par les pressions qu'exercera sur les finances publiques le vieillissement de la population et le niveau élevé persistant du chômage et sa nature qui touche de plus en plus de jeunes.

14. Les Etats-Unis ont vu leur croissance baisser de 2.8% en 2012 à 1.6% en 2013, en raison d'un resserrement budgétaire et de blocages politiques qui se sont traduits par des coupes budgétaires et autres effets qui ont pesé sur la croissance. Malgré une politique monétaire très accommodante, l'activité économique n'a pas été stimulée à un niveau suffisant pour compenser ces pertes. Les perspectives pour 2014 restent néanmoins positives et la croissance devrait retrouver le niveau de 2012 avec un taux de l'ordre de 2.5%. Cependant, le caractère temporaire des solutions trouvées aux blocages politiques fait peser une menace réelle de nouvelles difficultés budgétaires à l'avenir, d'autant plus que la nécessité de reconstituer l'épargne des ménages implique une pression à la hausse sur les taux d'intérêt.

15. Continuant ses programmes expansionnistes de reconstruction post Tsunami, le Japon maintient sa croissance annuelle à 1.9% en 2013, au même niveau que l'année précédente. L'investissement fixe a été un élément clé de la croissance. De nombreux projets publics de construction ont dynamisé la demande interne. Cependant, l'ensemble de ces mesures ont un coût budgétaire non négligeable et les finances publiques se sont fortement détériorées ces dernières années, réduisant les marges de manœuvre gouvernementales. Aussi, l'augmentation prévue du taux de la taxe à la consommation au cours des deux prochaines années devrait freiner la croissance, qui s'établirait en 2014 à 1.5%.

16. A l'instar des pays développés, les pays en développement ont connu un léger ralentissement de la croissance en 2013, passant de 4.7% en 2012 à 4.6%. Les grands pays émergents, bien qu'ils continuent de tirer la croissance mondiale, ont vu leur croissance stagner ou se réduire. La Chine continue de faire évoluer son modèle de croissance vers un développement orienté vers la demande interne et réduire l'impact des chocs exogènes sur son économie. La croissance chinoise s'est ainsi établie au même niveau que 2012, autour des 7.7%. L'Inde a vu sa croissance baisser de 5.1% en 2012 à 4.8% en 2013 aussi bien pour des raisons internes, liées à une baisse de la demande domestique, qu'externes en relation avec la baisse de la demande mondiale et avec l'inversion des flux d'investissement vers les marchés traditionnels (Etats Unis, Europe) suite à la hausse des primes de risque dans les pays émergents. Ce phénomène de haute volatilité des flux de capitaux a également

affecté le Brésil. Cependant, la bonne tenue de la consommation domestique et des investissements publics d'infrastructures (coupe du monde et jeux olympiques) ont permis au Brésil de relancer la croissance à 2.5% en 2013, après un «trou d'air de 0.9% » en 2012. L'activité économique de l'Inde et du Brésil devrait toutefois repartir à la hausse en 2014 selon les prévisions des Nations Unies³, alors que la Chine devrait continuer la transformation structurelle de son modèle de croissance et garder un rythme qui fluctuerait autour des 7.5%. Le reste du monde en développement a aussi enregistré un ralentissement de l'activité économique à l'exception de l'Amérique du sud, ainsi que l'Afrique australe.

17. Les perspectives de croissance de l'économie mondiale sont relativement bonnes pour 2014. La fin de l'année 2013 a montré des signes d'amélioration, comme la sortie de la récession de l'Union Européenne, la fin du ralentissement en Chine, qui a permis de passer d'une croissance de 10% tirée par les exportations à une croissance de 7 à 8% basée sur l'économie domestique, ou encore la reprise aux Etats Unies après de sérieux risques de blocages budgétaires. Sur le continent Africain, les programmes de transformation structurelle et la montée en puissance d'un certain nombre de pays, vont accompagner cette dynamique. Selon les prévisions des Nations Unies, la croissance mondiale devrait s'établir à 3% en 2014. Cependant, de nombreux risques persistent, notamment en lien avec des niveaux historiquement élevés de chômage, l'endettement massif de nombreux pays et de nombreuses tensions sociales et politiques dans un certain nombre de pays. Ces risques peuvent, s'ils se concrétisent mettre à mal la reprise attendue pour 2014.

18. Le ralentissement économique mondial observé en 2013 s'est également traduit au travers des autres principaux agrégats macro économiques. Ainsi, les flux d'échanges commerciaux ont continué à ralentir en 2013, en enregistrant une progression estimée à 2.3% contre 6.4% en 2011 et 2.9% en 2012⁴. Cette contraction s'explique notamment par une demande d'importation atone de la part des pays développés. Par ailleurs, la persistance des blocages au niveau des négociations multilatérales au sein de l'OMC, avant la conférence ministérielle de Bali pour le cycle de Doha a créé un climat favorable à la multiplication des mesures protectionnistes qui viennent entraver le potentiel de commerce. La conclusion d'un accord à Bali, même si son contenu reste minimal, devrait créer un nouveau climat au niveau des relations commerciales multilatérales. Ce nouvel environnement couplé à la reprise prévue en 2014 devrait se traduire par une accélération de la croissance des échanges commerciaux qui devrait s'établir à 4.7% en 2014.

19. Le ralentissement économique mondial s'est accompagné d'une baisse de l'inflation mondiale, reflétant les écarts de production (output gap), la réduction des prix des matières premières, le niveau toujours très élevé du chômage mondial et les conséquences des politiques de consolidation budgétaires. L'inflation mondiale est estimée à 2,6% en 2013 contre 2,9% en 2012 (FMI, 2013). Elle est passée dans les pays développés de 2.0% en 2012 à 1.4% en 2013 et a légèrement augmenté de 6.1% à 6.2%⁵ dans les pays en développement. Les tensions inflationnistes restent donc modérées et ne concernent que certaines économies en développement. Au niveau mondial, l'inflation devrait donc légèrement augmenter à 2,8% en 2014, en liaison avec la reprise attendue de l'activité économique. Cependant, les politiques monétaires et budgétaires prudentes dans la plupart des pays continueront à freiner l'inflation et à maintenir la stabilité des prix. Pour les pays développés, le haut niveau de chômage qui entraîne une modération salariale, devrait contenir des pressions haussières liées à la reprise prévue en 2014.

20. Pour les pays en développement, les tensions inflationnistes restent modérées dans la plupart des cas, même si elles restent relativement élevées par rapport à celles enregistrées dans les pays développés. Cependant, certaines économies notamment en Asie du Sud et en Afrique, continueront à faire face à des pressions inflationnistes importantes, notamment pour des raisons structurelles liées aux contraintes de l'offre (goulots d'étranglement), et également en raison d'une croissance rapide du crédit et des pressions sur les prix des produits alimentaires.

³ Toutes les données de croissance proviennent des estimations et prévisions de UN-DESA : www.un.org/en/development/desa/

⁴ UN DESA et OMC

⁵ FMI, Perspectives de l'économie mondiale 2013.

21. Les soldes budgétaires ont continué de s'améliorer dans presque toutes les grandes économies et les régions, grâce aux périodes de consolidation budgétaire rigoureuse et de réduction des dépenses publiques. Les déficits budgétaires des pays développés ont baissé pour se situer à 4,5% en 2013, et il est attendu une amélioration à la baisse en 2014 pour un taux de 3,5%. Quant à la zone euro, elle a enregistré un déficit budgétaire de 3,1% en 2013, suite aux mesures d'austérité budgétaire en cours. Aux États-Unis, il est enregistré un déficit de 5,8% en 2013, chiffre qui devrait tomber à 4,7% en 2014 en raison des mesures gouvernementales en cours.

22. L'indice des prix des produits de base a été volatile en 2013 et a atteint son point le plus haut de l'année soit 191 en février avant de baisser et rester constant à 185 en septembre, en raison du recul de la demande mondiale et de la décélération de l'activité économique pour certaines économies émergentes et en développement. En 2014, les prix des matières premières sur le marché mondial devraient rester relativement inchangés, et il n'est pas attendu que les anticipations de la croissance affectent de manière significative les prix des produits de base, même si les contraintes d'approvisionnement telles que les troubles politiques (conflits, grèves durables,...) qui affectent de nombreuses régions et les conditions météorologiques défavorables peuvent exercer une pression à la hausse sur les prix.

23. L'indice⁶ du pétrole brut mondial a baissé d'un maximum de 203 au début de 2013 et à un minimum de 188 à la mi-2013, puis est reparti à la hausse pour atteindre un pic de 204.5 en septembre et a terminé l'année à près de 199. Une tendance à la hausse devrait marquer les premiers mois de 2014 au regard de la reprise économique dans la plupart des économies dont l'impact induirait une plus forte demande pour le pétrole brut. L'indice des prix relatif à l'agriculture, l'alimentation et les boissons a baissé en 2013, en raison de l'augmentation de la production alimentaire dans la plupart des régions agricoles. En 2014, on attend une baisse des prix alimentaires mondiaux, bien que la demande mondiale pour les aliments et les conditions météorologiques extrêmes dans les principales régions agricoles du monde maintiennent cette tendance.

II- Afrique : Poursuite de la résilience affichée depuis 2011

24. Malgré un ralentissement, la croissance économique de l'Afrique est restée relativement forte en 2013, presque deux fois plus que le taux global moyen de croissance, mais légèrement inférieur à la moyenne des pays en développement.

25. Le taux de croissance du PIB en Afrique est passé de 5,4% en 2012 à 4,1% en 2013, en dessous de la moyenne des pays en développement qui est de 5,1%. Comme les années précédentes, la performance économique de l'Afrique a continué à bénéficier des prix relativement élevés des produits de base, l'augmentation des échanges commerciaux et des investissements avec les économies émergentes, l'augmentation de la demande intérieure, soutenue par la consommation d'une nouvelle classe en croissance avec l'urbanisation, la hausse des revenus et des dépenses publiques dans les infrastructures. L'amélioration de la gouvernance et de la gestion économique devrait se traduire par une stabilité durable des équilibres internes et externes dans la plupart des pays africains, ainsi que par des prévisions basses des taux d'inflation et par des taux de change stables.

26. L'amélioration de la gouvernance économique et les politiques macroéconomiques prudentielles ont affecté positivement l'environnement des affaires et le climat d'investissement, ce qui a contribué à la performance de croissance de l'Afrique en stimulant la demande intérieure en général et les investissements internes et étrangers de manière spécifique. De même l'augmentation des dépenses publiques spécifiques, principalement en raison de lourdes dépenses sur des projets sociaux et des infrastructures et des politiques visant à stimuler la diversification de la production et des exportations ont également impacté positivement la croissance du continent. Celle-ci a également bénéficié, en 2013, de l'augmentation de la production agricole, grâce à des conditions climatiques favorables dans la plupart des parties de la région. Dans l'ensemble, l'Afrique a également connu une augmentation des

⁶ Base 100 en 2005.

entrées de capitaux, principalement en raison de l'augmentation des flux d'IDE dans l'industrie extractive. Néanmoins, certains pays africains importateurs de pétrole ont vu leur demande intérieure baisser ou stagner en 2013, étant donné que la demande d'exportations et les recettes ont été affectées par la faible croissance de la zone Euro.

27. Une analyse de la croissance suivant les composantes du PIB réel, permet de noter que la consommation privée reste le principal moteur de la croissance du continent en 2013, malgré les légères baisses constatées en valeurs absolue et relative par rapport au PIB réel, suivie par l'investissement fixe brut. La consommation privée a augmenté de 3,3% en 2013, contre 3,7% en 2012, et a continué de bénéficier des revenus générés par l'augmentation des projets d'investissements dans les infrastructures et l'énergie.

28. La croissance est restée largement partagée et continue à être forte dans la majorité des pays africains. Sur la période 2011-2013, plus de deux tiers des pays ont un taux de croissance au-delà de 5%. Il est à noter que ce sont en général des pays importateurs de pétrole. Cette croissance est tirée par des prix élevés des matières premières, l'amélioration de la gouvernance économique et de la gestion macroéconomique ainsi que les autres sources de diversification de croissance.

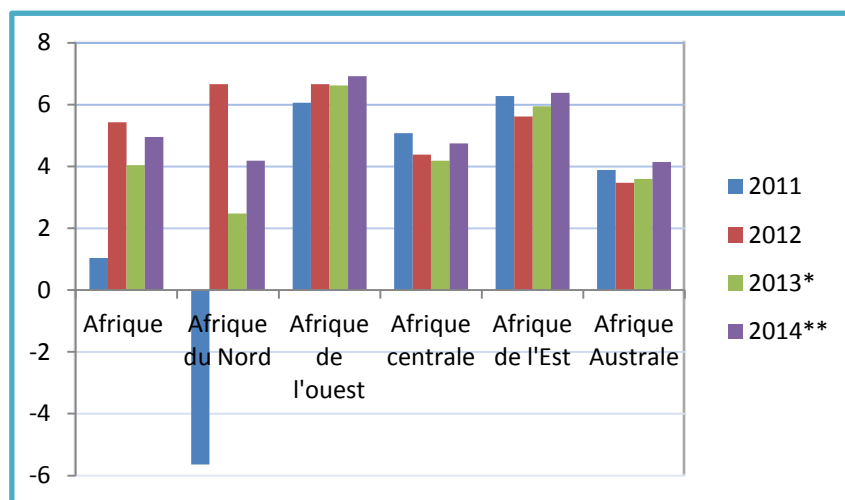
29. Les pays africains producteurs de pétrole et de ressources minières ont enregistré des taux de croissance respectifs de 4,7% et 3,8% en 2013, proches de la moyenne du continent 4,1%. Malgré la baisse du taux de croissance enregistrée, ce groupe de pays continue à être le principal moteur de la croissance en Afrique en 2013. Cette baisse est principalement attribuable au recul de la demande mondiale, des perturbations dans la production de pétrole et de troubles politiques dans certains principaux pays producteurs de pétrole et de matières premières sur le continent, tels que la Libye, la République Centrafricaine et le Mali. La même situation est semblable dans de nombreux pays africains importateurs de pétrole et la croissance dans les pays producteurs de pétrole et de minéraux a également été entraînée par une forte expansion dans les secteurs des services et de l'agriculture.

30. La croissance devrait s'accélérer pour atteindre 6,5% et 4,4% pour les pays producteurs de pétrole et de minéraux respectivement en 2014, en raison du retour d'une relative stabilité dans certains pays tels que le Mali et la Libye et aussi due à l'augmentation des investissements et de nouvelles découvertes minières dans des pays comme la Sierra Leone (minerai de fer et production de diamant), la Zambie (cuivre), le Botswana (cuivre, charbon et diamants), la Namibie (uranium et diamant), l'Angola (charbon), le Ghana et le Libéria (exploitation de l'or). Dans les économies importatrices de pétrole, la croissance est restée relativement forte à 3,7% en 2013, pour une prévision de 4,1% en 2014, principalement tirée par une forte expansion dans les services et de l'agriculture dans les pays tels que le Nigeria et l'Éthiopie.

31. Cette situation globale est le résultat de contribution variée d'une sous-région à une autre (Graphique 2). Elle est restée soutenue dans tous les pays sauf en Afrique du Nord. L'Afrique de l'Ouest reste en tête avec le taux de croissance le plus élevé, suivie de l'Afrique de l'Est, l'Afrique centrale, l'Afrique australe et l'Afrique du Nord. Bien qu'ayant la meilleure performance, la croissance en Afrique de l'Ouest a cependant diminué légèrement à 6,6% en 2013, contre 6,7% en 2012 et est prévue de s'établir à 6,9% en 2014. Cette tendance est soutenue par une attraction des investissements dans les secteurs du pétrole et de minéraux, qui constituent une source essentielle de croissance, en particulier dans les pays tels que le Nigeria, le Ghana, la Guinée, le Libéria, la Sierra Leone, le Niger et le Burkina Faso.

32. Contrairement à l'Afrique de l'Ouest, la croissance du PIB réel en Afrique de l'Est a augmenté passant de 5,6% en 2012 à 5,9% en 2013, principalement soutenue par une bonne performance économique de certains pays tels que l'Ouganda, la Tanzanie, le Rwanda et le Kenya due à l'augmentation des dépenses de la consommation privée et de l'investissement dans le secteur du gaz naturel, à un accroissement de l'activité dans la construction, le transport, les télécommunications et les services financiers, ainsi que des investissements dans l'exploration et la construction de l'industrie pétrolière. Cette évolution va se poursuivre et il est prévu une croissance de 6,4% en 2014.

Graphique 2 : Évolution des taux de croissance réels par sous-région (%) de 2011 à 2014



Source : Données UNDESA, graphique : UNECA-AN ; * Estimation ; ** Prévisions.

33. Quant à l'Afrique Centrale, la croissance reste forte, malgré la décélération à 4,2% en 2013, contre 4,4% en 2012, en raison de l'instabilité politique et la violence en particulier en République Centrafricaine (RCA), où la croissance a baissé pour atteindre -8,9% en 2013 et devrait rebondir pour s'établir à 1,2% en 2014. Toutefois, la performance économique de la sous-région a été principalement soutenue par l'investissement privé et la production de pétrole en Guinée équatoriale et le Cameroun. Si les tendances actuelles se confirment, la croissance s'établira à 4,7% en 2014.

34. L'Afrique Australe a quasiment maintenu son rythme de croissance en passant de 3,5% en 2012 à 3,6% en 2013. Celle-ci ne devrait pas s'accélérer fortement et devrait s'établir à 4,1% en 2014, principalement en raison de la faible croissance de la première économie de la sous-région, l'Afrique du Sud. La reprise de la croissance en Afrique du Sud a été lente et a atteint 2,7% en 2013 par rapport à 2,6% en 2012, due en partie aux troubles sociaux dans le secteur de l'exploitation minière et au ralentissement économique dans les principaux marchés émergents qui sont des destinations d'exportation les plus importantes du pays

35. L'instabilité politique et les perturbations dans la production de pétrole continuent d'affaiblir les perspectives de croissance en Afrique du Nord en particulier en Egypte, en Tunisie et en Libye. Comme résultat, la croissance de la sous-région a baissé de 6,6% en 2012 à 2,5% en 2013, mais devrait atteindre 4,2% en 2014, sur l'hypothèse d'un retour de stabilité dans certaines des économies touchées.

36. Bien que la croissance soit demeurée positive en Afrique, de nombreux pays africains ont poursuivi des politiques expansionnistes accompagnées de programmes d'investissement massifs dans des secteurs tels que les infrastructures, l'éducation, la santé. Ces politiques se sont également traduites par une augmentation des dépenses publiques telles que les salaires et l'octroi de subventions sur les denrées alimentaires et le carburant et un renforcement des capacités productives. Ainsi, le déficit budgétaire moyen de l'Afrique s'est détérioré, passant de 1,35% du PIB en 2012 à 1,8% en 2013. Toutefois, cette détérioration est principalement attribuable à la baisse des revenus des pays importateurs de pétrole, alors que les pays exportateurs de pétrole et riches en minéraux ont enregistré des excédents budgétaires de 4,7% et 4,9% respectivement en 2013. Les perspectives financières sont encourageantes pour les grandes économies du continent avec des améliorations considérables attendues au niveau de leurs soldes budgétaires respectifs en 2014. Certains de ces pays, tels que l'Angola, la Guinée équatoriale, le Gabon et la Libye continuent d'avoir des excédents budgétaires relativement importants, grâce à une croissance soutenue de la production et des exportations de pétrole.

37. L'inflation en Afrique a ralenti, passant en moyenne de 8,2% en 2012 contre 8% en 2013, avec une légère décélération attendue à 7,8% en 2014, en raison d'un certain nombre de facteurs, notamment liés au recul de la demande mondiale et la baisse des prix alimentaires et des carburants et aussi une politique monétaire restrictive dans la plupart des pays. La dépréciation du taux de change et la baisse des réserves constitueront des préoccupations majeures de la politique monétaire dans de nombreux pays, bien que la gravité de la situation varie d'un pays à l'autre. Une meilleure politique monétaire, des déficits budgétaires élevés, une dépréciation de la monnaie nationale et les coûts énergétiques relativement élevés sont autant de facteurs qui renforceraient la pression inflationniste en 2014 dans certains pays d'Afrique orientale et australe.

38. Le déficit de financement de l'Afrique reste important malgré sa croissance relativement forte, alors que le ralentissement économique mondial et la consolidation budgétaire dans de nombreux pays donateurs devraient affecter négativement les flux d'Aide Publique au Développement (APD) vers le continent. Ce flux a augmenté en termes nominaux de 51,3 milliards de dollars US en 2011 à 56,1 milliards de dollars US en 2012 malgré la poursuite de la crise financière et la crise dans la zone euro qui ont conduit plusieurs donateurs à réduire leurs budgets d'aide. Par conséquent, une mobilisation accrue et l'utilisation efficace des ressources nationales est cruciale pour les pays africains afin de renforcer la prestation des services d'investissements nécessaires pour consolider la croissance, l'industrialisation et la transformation économique.

39. Le déficit global du compte courant de l'Afrique est passé de 0,8% du PIB en 2012 à 1,8% du PIB en 2013 et devrait se réduire légèrement à 1,7% du PIB en 2014. Les soldes extérieurs devraient rester positifs, malgré la décélération dans les pays exportateurs de pétrole, en raison d'une amélioration dans les pays importateurs de pétrole, les pays riches en ressources minérales et les pays riches non minéraux non pétroliers. Cette tendance s'explique par la bonne gestion des fondamentaux macroéconomiques.

40. Les exportations totales de l'Afrique ont diminué de 31,9% du PIB en 2012 à 30,9% en 2013, en raison de la baisse des prix des matières premières sur les marchés internationaux, alors que le pétrole et les autres exportations de matières premières vont continuer à dominer. Cependant, la région devrait connaître une nouvelle baisse des exportations à 29,6% du PIB en 2014.

41. Les perspectives de croissance à moyen terme demeurent solides et soutenues par des prix relativement élevés des produits de base, l'accroissement de la demande intérieure et la baisse des contraintes des infrastructures, l'augmentation des échanges commerciaux et d'investissement avec les économies émergentes, ainsi que l'amélioration de l'environnement des affaires économiques aux niveaux régional et mondial. Une reprise modérée de la croissance mondiale à moyen terme, principalement soutenue par la croissance de la production industrielle et le commerce dans les pays émergents et en développement, avec en tête la Chine et les prévisions de croissance plus rapide aux États-Unis, dans l'Union européenne (UE) et au Japon devraient également stimuler la croissance en Afrique à travers l'accroissement des flux commerciaux et d'investissement. La conclusion d'un accord à l'OMC qui fait la part belle à la partie facilitation du commerce devrait permettre aux pays africains d'accélérer le rattrapage avec le reste du monde en termes d'infrastructures du commerce. Ceci aura pour conséquence une baisse significative des coûts liés aux opérations commerciales entraînant un renforcement des échanges intra-africains et du commerce avec le reste du monde.

42. Les risques liés à la baisse des perspectives à moyen terme de l'Afrique sont l'évolution défavorable de l'environnement économique mondial, les chocs externes en raison des changements des conditions météorologiques ainsi que l'instabilité politique et les troubles civils dans certains pays tels que la Libye, où la production de pétrole, par exemple, a été fortement touchée en 2013.

43. Pour que l'Afrique traduise sa croissance économique rapide obtenue ces dix dernières années en une croissance soutenue et inclusive, il lui faut des politiques industrielles efficaces et des stratégies de développement qui favorisent la diversification économique, la création d'emplois, la réduction des inégalités et du taux de pauvreté et améliorer l'accès aux services sociaux de base. Ces objectifs ne seront atteints que grâce à la transformation structurelle des économies africaines.

CHAPITRE II - CHANGEMENTS RÉCENTS ET PERSPECTIVES D'AVENIR POUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DU NORD

I- Croissance économique : des perspectives encore mitigées

44. Du fait de la poursuite des répercussions des événements de 2011 qui ont provoqué d'importants changements politiques en Égypte, Libye et Tunisie, des tensions entre les deux Soudans au cours de ces deux dernières années et de la poursuite du ralentissement de l'économie mondiale durant l'année 2013, surtout en Europe avec des effets négatifs sur les échanges commerciaux, les envois de fonds, l'IDE et les recettes issues du tourisme, la croissance annuelle moyenne estimée pour l'Afrique du Nord, avec la Libye incluse, s'est contractée et s'est établie à 2,5% en 2013, comparativement à 6,6 % en 2012. Les sources de cette croissance varient d'un pays à l'autre, cependant, de manière globale, on note que la demande intérieure y a beaucoup contribué en 2013. Les prévisions de la Division des politiques et de l'analyse en matière de développement du Secrétariat général des Nations Unies (DAES/NU)⁷ indiquent que la croissance en Afrique du Nord s'établira à 4,2% en 2014. Il est à noter toutefois que dans le rapport cité en référence, la Mauritanie est rattachée à l'Afrique de l'Ouest, et le Soudan à l'Afrique orientale. Cela met en évidence le problème récurrent lié à la production et à la collecte des données dans la sous-région.

Tableau 1: Taux de croissance annuel moyen du PIB en Afrique du Nord, 2011-2014

	Algérie	Égypte	Libye	Mauritanie	Maroc	Soudan	Tunisie	Afrique du Nord
2011	2,8	1,8	-62,0	4,0	5,0	0,9	-1,5	-5,4
2012	2,9	2,2	104,1	7,0	2,7	1,4	3,6	6,6
2013 - E	3,1	1,9	-2,0	6,7	4,8	3,6	2,9	2,5
2014 - P	3,7	2,1	15,1	6,8	4,2	2,8	3,8	4,2

Sources : Données nationales (sondage du BSR-AN, sites Web officiels), DAES/NU, EIU, P : projection, E : estimation; P : prévisions

45. En faisant une analyse du point de vue de l'offre, le secteur industrie est celui qui tire le plus la croissance. Bien que le secteur des services ait dominé dans la plupart des économies nord-africaines, l'industrie continue d'occuper une part importante dans la composition du PIB. Il convient toutefois de noter qu'il comprend les industries de l'extraction et de la fabrication. Aussi, pour bien analyser la transformation structurelle des économies, il est important de mieux évaluer la part des activités manufacturières au sein du secteur de l'industrie, ainsi que leur contribution à la valeur ajoutée totale, afin de fournir des données pertinentes sur l'importance de la diversification économique et les changements structurels en Afrique du Nord.

46. D'après les perspectives, il ressort que les déséquilibres externes et internes s'amélioreront et que le redressement de l'économie mondiale, entrevu à la fin de l'année 2013 et qui devrait se poursuivre en 2014, impacteront positivement la croissance annuelle moyenne projetée de l'Afrique du Nord, qui devrait afficher un rebond et atteindre 4,2 % en 2014. Le principal défi à court terme qui entravera probablement la croissance dans chaque pays de la sous-région est lié à l'existence de ressources budgétaires suffisantes, particulièrement dans les économies à marge budgétaire limitée. Au niveau des politiques macroéconomiques, il conviendrait qu'elles soient de plus en plus anticycliques afin d'atténuer l'impact de la volatilité du prix des produits de base et des entrées de capitaux.⁸

⁷ DAES/NU http://www.un.org/en/development/desa/policy/proj_link/global_economic_outlook.shtml

⁸ DAES/NU, *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2014*

Tableau 2: Structure de l'économie des pays Nord africains (% du PIB), 2012-2013

Secteur	Algérie	Égypte	Libye	Mauritanie	Maroc	Soudan	Tunisie	Afrique du Nord
	2012							
Primaire	10,6	14,4	1,8	17,6	18,8	33,1	9,0	14,1
Secondaire	51,8	39,1	48,1	24,6	28,4	36,5	30,3	35,7
Tertiaire	37,7	46,5	50,2	57,9	53,1	30,4	60,7	45,1
	2013							
Primaire	10,5	14,6	2,3	17,1	18,1	33,8	8,6	9,8
Secondaire	51,4	38,6	58,9	25,6	28,1	36,0	30,1	30,9
Tertiaire	38,1	46,9	38,8	57,3	53,8	30,2	60,7	42,8

Sources : Données nationales (sondage du BSR-AN, sites Web officiels), EIU et Banque mondiale

47. Bien que la demande mondiale ait connu un recul, **l'Algérie** a pu enregistrer une croissance relativement meilleure par rapport à l'année précédente : 3,1 points en 2013, comparativement à 2,9 points en 2012. La croissance en Algérie est tirée par l'exportation et de nouvelles explorations du gaz naturel qui ont permis l'attraction des IDE. Eu égard à la part de l'Etat dans l'économie, il était attendu que la demande intérieure contribue positivement à la croissance. Ainsi, les dépenses publiques sont passées à 3,8% en 2013 contre 2,6% en 2012 et la consommation des ménages à 5,2% en 2013, contre 5% en 2012. D'un autre côté, la demande extérieure a contribué négativement à la croissance en raison de la baisse des exportations de 5,9% et d'une augmentation des importations de 8,6% en 2013.

48. Du côté de l'offre, les secteurs de l'industrie (dont le secteur de l'extraction) et des services ont soutenu de manière sensible la croissance en 2013, avec des taux de croissance de 2,5% et 4,1% en 2013 contre 1,5% et 3,7% en 2012 respectivement. Compte tenu de la tendance de la demande mondiale et de la volatilité des prix du pétrole, le gouvernement s'évertue à diversifier l'économie pour qu'elle repose moins sur le secteur des hydrocarbures, ce qui est l'un des principaux objectifs du plan quinquennal 2010-2014 de 286 milliards \$ US. De même, vu les nouveaux projets en infrastructures du gouvernement, on peut supposer que l'investissement dans ce domaine augmentera et que la demande extérieure s'améliorera, la croissance économique devrait alors bondir de nouveau en 2014 à 3,7%. Les principaux défis auxquels les décideurs font face sont notamment : (i) comment réagir au problème de la volatilité dans le contexte actuel des prix du pétrole élevés, ne répondant pas aux fondamentaux du marché pétrolier; (ii) comment concilier la politique budgétaire relativement à la consolidation des dépenses publiques tout en continuant à diversifier les projets, qui exigent à leur tour des dépenses publiques supplémentaires.⁹

49. Les troubles survenus depuis la destitution du Président Morsi au cours de l'année 2013 ont affecté négativement l'économie de **l'Égypte**. Les tensions politiques ont rendu les nécessaires réformes économiques difficiles à mettre en œuvre et la stagnation de l'économie va se poursuivre pendant un certain temps. Dans ce contexte, la croissance a connu un léger recul : 1,9% en 2013 contre 2,2% en 2012. Ce recul de l'activité économique peut s'expliquer par une baisse de la demande intérieure, force motrice de la croissance, qui n'a contribué que de 2,7 points. La consommation finale y a contribué de 2,3 points, dont 2,4 points provenaient de la consommation des ménages. L'investissement brut en capital fixe y a contribué négativement de 0,4 point. Cependant, la demande extérieure y a contribué de 1,5 points, en partie attribuable à une hausse des importations.

50. L'analyse en terme de l'offre indique que presque la moitié de cette croissance provient du secteur des services, suivi du secteur de l'industrie, qui représente 38,6% de la valeur totale ajoutée; le secteur de l'agriculture, quant à lui représente 14,6% (voir le tableau 2).

⁹Note de présentation du Projet de l'Ordonnance portant Loi de Finances Complémentaire pour 2012 (<http://www.mf.gov.dz/article/48/Zoom-sur-les-Chiffres-/154/Taux-d-inflation.html>)

51. Selon les projections officielles, la croissance de l'Égypte devrait reprendre en 2014 pour s'établir à 2,1%¹⁰. Il est prévu que le rythme de la croissance économique va s'accélérer à partir de 2014. Cette amélioration de l'activité économique conduit à une reprise de la production nationale. En outre, une amélioration de l'environnement des affaires devrait permettre la mise en œuvre d'un certain nombre de grands projets, énergétiques notamment. De même, une plus grande stabilité politique du pays permettra d'améliorer la situation sécuritaire qui devrait contribuer à stimuler un rebond dans le secteur du tourisme

52. En ce qui concerne la **Libye**, la croissance économique a fortement diminué pour se situer à (-2,0%) en 2013 contre 104,1%¹¹ en 2012, en raison de la baisse de la production du pétrole due aux tensions politiques survenues au milieu de l'année 2013, au recul des exportations et aux perturbations d'ordre sécuritaires. La croissance devrait s'accélérer de manière considérable en 2014, de 15,1 points, grâce à une reprise de la production de pétrole, des investissements massifs du gouvernement dans la reconstruction post-conflit et des investissements directs étrangers si les conditions sécuritaires du pays se rétablissent.

53. Quant à l'économie de l'offre, on estime (à prix constants de 1997) que le secteur de l'industrie, y compris les hydrocarbures, contribue le plus à la croissance et représente 58,9 % du PIB au coût des facteurs, suivi du secteur des services avec 38,8 % et le secteur de l'agriculture avec 23 %.

54. Étant donné la volatilité des prix du pétrole, le principal défi de la Libye est de continuer à élaborer des stratégies et à exécuter des projets qui diversifient l'économie dans des secteurs autres que les hydrocarbures, afin de réduire sa vulnérabilité.

55. La résilience de l'économie de la **Mauritanie** s'est confirmée en 2013, malgré la continuité de la récession mondiale en 2012. Les secteurs de l'agriculture et de la construction ont continué à contribuer de manière considérable à cette résilience, tout comme les réformes structurelles appliquées en 2012 et dont les effets ont été plus marqués en 2013. Cependant, le taux de croissance annuel moyen a connu une légère baisse pour se situer à 6,7 points en 2013, soit un niveau quasi comparatif à la croissance de 7,0 points enregistrée en 2012., confirmant ainsi les perspectives de 2013.

56. Cette dynamique de l'activité économique se poursuivra en 2014 dans une optique d'amélioration des fondamentaux de l'économie. Le taux de croissance serait de 6,8% et sera tiré principalement par les secteurs des mines, de la construction, de l'agriculture et des services. Les investisseurs étrangers seront attirés par les secteurs des mines et du pétrole qui devraient se consolider, un facteur important de stimulation de la croissance économique. L'exploration et l'investissement dans les métaux non ferreux seront aussi un facteur majeur de la croissance, même si les prix du minerai de fer restent en deçà de leur niveau élevé de 2011. L'exploration pétrolière contribuera également, même si il y a un décalage entre la prospection de gisements de pétrole viables et la mise en production effective pour les années prochaines. La production agricole devrait augmenter légèrement en 2014, si les conditions météorologiques restent normales dans la région. Outre ces éléments, les principaux défis à relever sont la consommation rapide et efficace de l'aide financière accordée par les donateurs et l'accélération de la diversification de l'économie pour promouvoir une croissance inclusive générale qui produira un effet positif sur le développement social.

57. Au **Maroc**, le taux de croissance annuel moyen réel a rebondi de 4,8 points par rapport à la croissance de 2,7 points enregistrée en 2012¹². Cette hausse de la croissance a été en lien avec une bonne tenue de l'activité économique nationale dans son ensemble et un comportement favorable de secteurs dynamiques à contribution significative dans la richesse nationale, notamment les activités primaires et tertiaires. En outre, les derniers indicateurs conjoncturels augurent d'une poursuite du

¹⁰ EIU, Enquête annuelle 2013 du BSR-AN (Égypte)

¹¹ Cette valeur exceptionnelle correspond à une situation de très forte reprise de l'activité économique dans une situation post-conflit. Les estimations du rebond de la croissance libyenne peuvent dès lors varier très significativement d'une source à l'autre.

¹² Enquête annuelle 2013 du BSR-AN (Maroc)

redressement de certaines branches du secteur secondaire, en lien, notamment, avec la reprise graduelle de la demande étrangère adressée au Maroc.

58. Du côté de la demande globale, la consommation des ménages s'est bien tenue au cours de l'année 2013, favorisée d'une part, par une maîtrise des prix à la consommation et, d'autre part, par l'amélioration des revenus des ménages qui ont bénéficié de l'impact significatif de la bonne campagne agricole 2012/2013, des transferts des marocains résidant à l'étranger, de l'amélioration de la situation du marché de travail et d'une évolution relativement bonne de l'encours des crédits à la consommation. Pour sa part, l'effort d'investissement s'est maintenu, bénéficiant de la bonne tenue des émissions au titre de l'investissement du budget de l'Etat, des recettes des IDE et des importations des entreprises en biens d'équipement, ainsi que de la reprise de l'encours des crédits à l'équipement. De manière globale, la demande intérieure contribue à la croissance réelle du PIB de 3,4 points, les dépenses publiques devant y ajouter 0,7 point, la consommation des ménages, 2,4 point, et la FBCF devant contribuer aussi de 0,7.

59. Du côté de l'offre, la croissance de l'agriculture accroît le taux de 12,0 % et contribue 14,1 % de la valeur totale ajoutée du PIB réel en 2013, le secteur de l'industrie affichant une croissance de 1,2 % et contribuant 28,0 % à la valeur totale ajoutée, et le secteur des services enregistrant une croissance de 3,0% et représentant 49,2 % de la valeur totale ajoutée¹³.

60. Le Haut Commissariat au Plan prévoit que le PIB ralentirait à 4,2% en 2014 en raison d'une baisse de la production agricole, en liaison à l'aléa climatique. Toutefois, les principaux défis relatifs à cette projection concernent la manière de renverser la tendance au plan des revenus tirés du tourisme ainsi que des envois de fonds et, surtout, la manière d'appliquer davantage et avec efficacité les stratégies de diversification à court et à long terme pour éliminer la vulnérabilité actuelle liée au secteur de l'agriculture et à la demande extérieure.

61. Au **Soudan**, le plan stratégique quinquennal (2012-2017) annoncé par le gouvernement, visant à accélérer la croissance reste confronté aux conflits qui secouent les relations entre les deux Soudans et la forte dégradation sécuritaire au Sud Soudan. Ainsi, la croissance économique a continué à s'améliorer pour atteindre 3,6 % en 2013 contre 1,4 en 2012, principalement due au plan d'urgence triennal en réponse à la sécession, lancé par le gouvernement dans le but de mettre en place des mesures d'ajustement et d'effectuer les réformes nécessaires au rétablissement de la stabilité macroéconomique qui n'a pas encore donné les effets attendus.

62. L'accent a été mis sur la diversification de l'économie, sur des secteurs autres que la production pétrolière, le principal secteur visé étant l'agriculture, afin de répondre aux besoins de consommation intérieure, augmenter les exportations de coton et améliorer l'agriculture par l'intermédiaire d'un partenariat stratégique avec la Chine, le Brésil et l'Australie.

63. Ces mesures comprennent l'accroissement des revenus non tirés du pétrole, la consolidation des exportations et l'amélioration de la perception de l'impôt ainsi que l'élimination de subventions relatives au carburant.

64. Les prévisions officielles de 2014, tablent sur un taux de croissance de 2,8%. Cependant plusieurs défis devront être relevés, le principal consistant à rétablir la stabilité macroéconomique afin de contenir l'inflation. Parmi les autres défis, on peut noter entre autres: l'attraction des investissements directs étrangers, la réduction du déficit de la balance des paiements et la hausse des réserves internationales.

65. Du fait de la faiblesse de la demande extérieure et le ralentissement de l'économie mondiale, notamment de la Zone Euro, la croissance en **Tunisie** a ralenti pour s'établir à 2,9% en 2013 contre 3,6% en 2012. Presque tous les secteurs ont connu un ralentissement sauf l'industrie qui a bénéficié de l'effet des subventions du gouvernement pour stimuler la demande intérieure.

66. L'analyse sectorielle de la croissance économique enregistrée au cours de l'année fait ressortir une récession dans le secteur agricole et la pêche (-3,3%) sous l'effet, notamment, de la baisse sensible

¹³ Enquête annuelle 2013 du BSR-AN (Maroc) et EUI. Cette classification n'épuise pas tous les volets de valeur ajoutée compris dans le PIB.

dans la production des céréales. De même, les industries non manufacturières ont connu un fléchissement de leur valeur ajoutée (-0,4%) imputable, notamment, à la régression de la production énergétique (-3,2%), surtout celle de l'extraction du pétrole et du gaz naturel (-3,8%) Cette baisse aurait été plus accentuée n'eût été l'accroissement de la production minière de 3,2%.

67. Par contre, la croissance économique s'est accrue dans les activités non marchandes (5,4%) ainsi que dans les services marchands (4,3%), essentiellement les secteurs des communications (9,8%), des transports (4%) et du tourisme (1,9%) et ce, malgré le fléchissement sensible des principaux indicateurs enregistrés dans ce secteur.

68. La demande intérieure, force motrice de la croissance en 2012, est demeurée le principal facteur de cette croissance en 2013, avec 4,0 points. La consommation finale devrait y ajouter environ 7,9 points, et la consommation privée, 3,7 point. L'investissement brut, quant à lui, va continuer à s'améliorer pour enregistrer une hausse de 10,7 % par rapport à l'année précédente, augmentant ainsi la croissance d'environ 0,5 point¹⁴. L'exportation nette réduira de 1,1point.

69. Les prévisions pour 2014 ciblent une croissance réelle de 3,8%, l'accent étant placé sur la réduction du déficit des finances publiques et de la dette extérieure. D'après le budget¹⁵, les grandes priorités consistent à fournir les fonds nécessaires aux programmes relatifs au développement et à l'emploi. Le budget insiste également sur le besoin d'appuyer l'activité économique et d'encourager l'investissement, ainsi que de continuer à accorder des subventions pour des biens et services de base, particulièrement l'énergie et les transports. De nombreux défis demeurent cependant, comme par exemple la manière de rétablir une croissance économique durable, forte et inclusive tout en maintenant un niveau d'endettement extérieur bas et des réserves de change acceptables. Parallèlement, le taux de chômage élevé nécessite une amélioration marquée de l'investissement privé, au moyen de politiques ciblant le côté de l'offre.

II- Inflation et taux de change : Une tendance baissière des taux d'inflation tirée par le recul des cours mondiaux des produits alimentaires

70. La plupart des banques centrales de l'Afrique du Nord cherchent à contenir l'inflation à l'aide d'instruments tels que leurs politiques monétaires, combinées à leurs régimes de change. Il est attendu que le taux d'inflation moyen des prix à la consommation diminue légèrement pour s'établir à 8,1% en 2013, comparativement à 9,1% en 2012, et ce en liaison avec un léger recul des prix des denrées alimentaires.

71. La Banque centrale d'**Algérie** vise à contrôler la masse monétaire et contenir donc l'inflation. Dans ce contexte, la Banque a restreint les prêts en modifiant les réserves obligatoires. L'Algérie étant un important importateur de produits agricoles, le taux d'inflation moyen des prix à la consommation se chiffre à 4,8% en 2013, contrairement à un taux de 8,9% qui a prévalu en 2012. Puisque le secteur de l'importation demeure restreint, et en supposant que les prix des produits agricoles ne connaîtront pas de hausse marquée, le taux d'inflation projeté baisserait pour s'établir à 4,4% en 2014.

72. Avec la dépréciation graduelle de la livre égyptienne par rapport au dollar, l'inflation des prix à la consommation en Égypte a connu une augmentation pour s'établir en moyenne à 9,1% en 2012-2013, comparativement au taux de 7,1 % connu durant l'exercice financier 2011-2012. Cette situation a été partiellement attribuée à la réduction des subventions relatives aux prix des denrées alimentaires, car l'**Égypte** est le plus grand importateur de blé en Afrique du Nord. En outre, puisque la livre se déprécie plus rapidement et que les prix mondiaux des produits de base non pétroliers augmentent, l'inflation des prix à la consommation devrait se situer en moyenne à 10,2 % en 2014. De plus, selon les projections de dépréciation plus rapide de la livre en 2014 (jusqu'à 9,21 E£ : 1 \$, comparativement à 9,14 E£ : 1 \$ en 2013) et étant donné la volatilité des prix mondiaux des produits de base non pétroliers, l'inflation des prix à la consommation devrait bondir à une moyenne de 10,2% en 2014.

¹⁴ Source nationale et EUI 2103.

¹⁵ Qui devrait être révisé suite à la mise en place du nouveau gouvernement.

Tableau 3: Taux d'inflation annuels en Afrique du Nord, 2011-2014

	Algérie	Égypte	Libye	Mauritanie	Maroc	Soudan	Tunisie	Afrique du Nord*
2011	4,5	10,1	15,5	5,7	0,9	17	3,6	7,8
2012	8,9	7,1	6,1	4,9	1,3	36	5,5	9,1
2013 - P	4,8	9,1	3,1	4,1	1,9	34	5,6	8,1
2014 - P	4,4	10,2	5,0	4,7	2,4	22	5,2	7,4

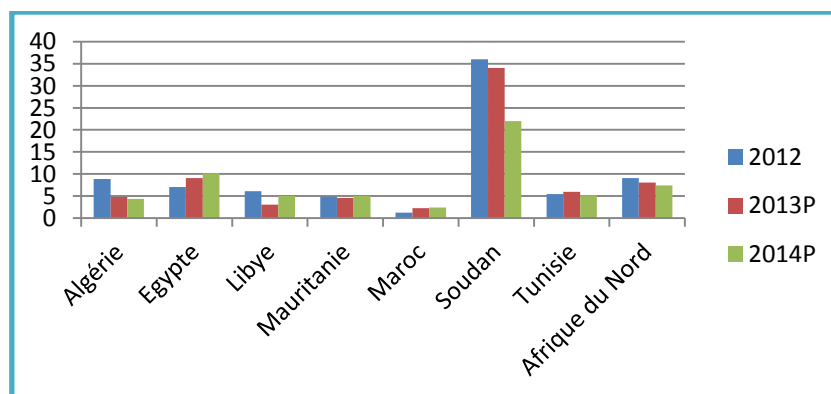
Sources : Données nationales (sondage du BSR-AN, sites Web officiels), DASE/NU 2013, FMI 2013 et EIU, décembre 2013

73. D'après la Banque centrale de **Libye**, l'inflation a reculé et s'est située en moyenne à 3,1% en 2013 contre 6,1% en 2012. Le taux d'inflation moyen des prix à la consommation a baissé en raison des subventions du gouvernement pour contenir la pression sociale. Cependant, les prévisions tablent sur une inflation à 5% en 2014, même si les subventions gouvernementales sont maintenues et que les importantes réserves en devises continuent à soutenir la monnaie contre les pressions inflationnistes.

74. L'inflation des prix à la consommation **en Mauritanie** a légèrement baissé pour atteindre 4,1% en 2013 comparativement à 4,9 % en 2012, en raison de la baisse des prix des denrées alimentaires et des matières premières industrielles.

75. Avec une saison agricole normale et une décélération de l'augmentation du prix des denrées alimentaires en 2014, on prévoit que le taux d'inflation devrait être contenu et se situer en moyenne autour des 4,7 % en 2014. La Banque centrale de Mauritanie est prête à resserrer la politique monétaire dans le but de freiner la tendance inflationniste, en utilisant des instruments indirects de politique monétaire, dont l'accroissement des réserves obligatoires, si l'excès de liquidités s'avère déstabilisant pour le système bancaire.

Graphique 3 : Evolution du taux d'inflation annuel en Afrique du Nord 2012-2014



Sources : Données nationales, dont les sondages annuels 2012 du BSR-AN, FMI et EIU

76. Historiquement, le taux d'inflation des prix à la consommation reste relativement modéré au **Maroc** en raison des subventions, surtout au chapitre de l'énergie et des produits alimentaires de base. Les autorités continuent de contenir l'inflation et le taux d'inflation moyen était de 1,9 % en 2013 comparativement à 1,3% en 2012, principalement en raison de l'inflation importée attribuable à la hausse du prix du pétrole. Le taux d'inflation devrait se chiffrer en moyenne à 2,4 % en 2014. Cependant les fluctuations météorologiques dans la récolte nationale pourraient provoquer des pics à court terme sur les prix des denrées.

77. En raison de la très forte dépréciation de la livre **soudanaise** combinée avec une politique restrictive de la masse monétaire, l'inflation des prix à la consommation a affiché une tendance baissière en 2013. D'après la Banque centrale du Soudan, le taux d'inflation a atteint 34% 2013 contre 36% en 2012. Cette tendance à la baisse devrait se poursuivre en 2014 et il est prévu que le taux d'inflation annuel se situe en moyenne à 22 % .

78. Bien que le volume des subventions accordées pour les produits de base, les transports, l'électricité, le gaz et le carburant ait représenté 5,9 % du PIB en **Tunisie**, la pression sur les prix exercée par le prix du pétrole a causé une très légère hausse du taux d'inflation moyen des prix à la consommation, le faisant passer à 5.6% en 2013 comparativement au taux moyen de 5,5% qui a prévalu en 2012. En raison de la maîtrise des salaires et de la baisse des subventions, le taux d'inflation devrait baisser quelque peu pour s'établir à 5,2 % en 2014¹⁶.

Tableau 4 : Taux de change des monnaies nationales par rapport au dollar américain et à l'euro

	Algérie	Egypte	Libye	Maroc	Mauritanie	Soudan	Tunisie
Monnaies nationales par rapport à :1 \$ US							
2011	72,94	5,94	1,26	8,08	281,10	2,68	1,41
2012	77,54	6,06	1,26	8,63	296,60	4,43	1,56
2013 - R	79,80	6,91	1,28	8,41	297,60	5,90	1,64
2014 - P	79,85	7,21	1,31	8,19	299,50	6,53	1,72
Monnaies nationales par rapport à l'euro							
2011	101,51	8,26	1,63	11,25	340	3,06	1,96
2012	99,68	7,79	1,65	11,09	301,7	3,90	2,01
2013 - E	105,97	9,14	1,69	11,15	407,60	5,43	2,17
2014 - P	102,41	9,21	1,65	11,22	423,70	8,05	2,19

Sources : Données nationales, enquête 2013 du BSR-AN, FMI et EIU, décembre 2013; E=Estimations; P=Prévisions, R=Réalisations

79. Les régimes de change nord africains varient d'un pays à l'autre. En fonction des pays ils ont un impact significatif sur la compétitivité des exportations ou sur le contrôle des importations ou de l'inflation.

80. La Banque centrale d'Algérie gère un régime flottant pour le dinar algérien. Cette politique vise principalement à préserver la stabilité du taux de change. Alors que le gouvernement cherchait à limiter la demande à l'égard de l'importation, il était attendu que le dinar se déprécie graduellement pour s'établir à 79,80 DZD : 1 \$ en 2013, puis à 79,85 DZD : 1 \$ en 2014, comparativement à la moyenne de 77,54 DZD : 1 \$ observée en 2012. Par rapport à l'euro, le taux s'est situé à 105,97 DZD : 1 € en 2013, comparativement à 99,68 DZD : 1 € en 2012. En 2014, le dinar devrait se déprécier légèrement à 102,41 DZD : 1 €. La Banque centrale possède toutefois d'importantes provisions et réserves de change évaluées à approximativement 191 milliards \$ US à la fin de 2013, grâce auxquelles elle pourra contrer toute pression baissière prononcée.

81. La Banque centrale d'**Égypte** gère un régime de dépréciation graduelle de la livre égyptienne. Il était alors prévu que la livre se déprécie légèrement par rapport au dollar américain pour s'établir à 6,91 E£ : 1 \$ en 2012-2013 comparativement à 6,06 E£ : 1 \$ en 2011-2012. De même, la livre égyptienne s'est dépréciée par rapport à l'euro pour s'établir à 9,14 E£ : 1 € en 2012-2013 comparativement à 8,26 E£ : 1 € en 2011-2012, et augmenter à 9,21 E£ : 1 € en 2013-2014 puisque le manque d'entrées de capitaux se poursuivra en 2014 (voir le tableau 4).

82. En **Libye**, le dinar est rattaché aux droits de tirage spéciaux (DTS). Par conséquent, le taux de change moyen du dinar s'est établi à 1,28 LD : 1 \$ en 2013 comparativement à 1,26 LD : 1 \$ en 2012 et légèrement en deçà par rapport à l'euro, soit 1,69 LD : 1 € en 2013 comparativement à 1,65 LD : 1 € en 2012. La masse monétaire a connu une croissance rapide depuis 2011, ce qui a entraîné la hausse de la monnaie en circulation. Par suite de la levée des sanctions, la Banque centrale de Libye a accédé à des réserves de change pour les banques commerciales qui effectuent la vente contre la monnaie locale; cela a relevé le niveau de liquidités du secteur bancaire en 2013. Aucun changement notable n'est attendu en 2014 quant au taux de change du dinar par rapport au dollar ou à l'euro.

¹⁶ Rapport sur le projet de budget 2013, ministère des Finances

83. La **Mauritanie** maintient un système de change flexible. L'ouguiya devrait se déprécier quelque peu à 297,6 MRO : 1 \$ en 2013 comparativement à 296,6 MRO : 1 \$ en 2012. La Banque centrale de Mauritanie continuera à renforcer le fonctionnement du marché des changes, car le marché parallèle possède assez de liquidités pour contribuer au rétablissement de la stabilité du taux de change sur les deux marchés. Malgré la préférence du gouvernement mauritanien pour la stabilité du taux de change avec le dollar, l'ouguiya devrait se déprécier à UM299.5 : 1 \$ US en 2014, en raison principalement du mouvement continu du système flottant de la monnaie, en vertu duquel les autorités ont cherché à résister aux pressions dépréciatrices.

84. Le régime de change fixe, du **Maroc** est géré de près par rapport à un panier de devises dominé par l'euro. La Banque centrale du Maroc, par l'intermédiaire de sa politique monétaire expansionniste, a diminué son taux directeur de 25 points de base pour le mener à 3 % en mars 2012; à la fin de septembre, elle a réduit son ratio de réserves obligatoires de 6 % à 4 %. Le taux de change du dirham s'est légèrement déprécié pour s'établir en moyenne à 8,41 DHS : 1 \$ en 2013 comparativement à 8,63 DHS : 1 \$ en 2012, et s'est apprécié par rapport à l'euro pour s'établir à 11,15 DHS : 1 € en 2013 comparativement à 11,09 DHS : 1 € en 2012. Pour que le dirham demeure concurrentiel afin de favoriser les exportateurs, on prévoit qu'il s'échangera à un taux moyen de 8,19 DHS : 1 \$ et de 11,22 DHS : 1 € en 2014.

85. Le 25 juin 2012, la Banque centrale du **Soudan** a remplacé son régime de change fixe *de facto* par un régime de change flottant géré. La livre soudanaise a ensuite été dévaluée de 66 %, passant de 5,90 SDG : 1 \$ à 4,43 SDG : 1 \$. Ce taux central s'applique au règlement des obligations du gouvernement, à l'importation des produits combustibles et à la cotisation douanière, avec les trois taux suivants : (i) le taux subventionné applicable au blé, qui est de 2,9 SDG : 1 \$; (ii) le taux auquel la Banque achète l'or; (iii) le taux applicable aux banques commerciales, qui n'est plus établi de manière à être égal au taux directeur de la Banque plus un certain pourcentage déterminé par la Banque. Il est à noter que la dépréciation de la livre soudanaise favorise à son tour les activités spéculatives.

86. Après la révolution, la Banque centrale de **Tunisie** a adopté des politiques accommodantes et fourni les liquidités requises par les banques. Le dinar tunisien est rattaché à un panier de devises dominé par l'euro. Après avoir connu de fortes variations en 2012, le dinar tunisien a connu une année 2013 moins volatile. En moyenne, le dinar a connu en 2013 une légère dépréciation par rapport au dollar et s'est établi à 1,64 TND : 1 \$ en 2013 comparativement à 1,56 TND : 1 \$ en 2012. Malgré son ancrage, le dinar a enregistré une appréciation remarquable par rapport à l'euro, pour s'établir à 2,17 TND : 1 € en 2013 comparativement à 2,01 TND : 1 € en 2012.

III- Investissement

A. L'investissement brut en capital fixe en légère hausse, en dépit du contexte régional

87. Le volume prévu de l'investissement brut en capital fixe en Afrique du Nord a connu une hausse de 2,6 milliards \$US aux prix courants du marché en 2013, soit une augmentation de 3,9 %, passant ainsi de 173,9 milliards \$US en 2012 à 176,5 milliards \$US en 2013 (voir le tableau 5). Cependant, en terme relatif, l'investissement brut en capital fixe exprimé en pourcentage du PIB a connu une légère baisse, passant de 28,9 % du PIB en 2012 à 28,7 % du PIB en 2013 (voir le tableau 6). Ce taux de croissance de l'investissement en volume est nettement meilleur que le taux de -1,8 % que la région a connu en terme d'IDE en 2013, chiffré à environ 14 milliards \$ US. En termes de volume de l'investissement brut en capital fixe, la région se situerait à 5,7 % en 2014 soit 186,5 milliards \$ US. Cette amélioration sera une des conséquences des réformes en cours en matière de l'environnement des affaires et de la stabilité macroéconomique dans les pays nord africains.

Tableau 5: Croissance de l'investissement brut en capital fixe en Afrique du Nord, 2011-2012

Investissement brut en capital fixe ou formation brute de capital fixe, en milliards \$ US et aux prix courants du marché								
	Algérie	Égypte	Libye	Mauritanie	Maroc	Soudan	Tunisie	Afrique du Nord*
2011	75,4	39,5	1,8	1,3	35,7	8,6	11,2	173,5
2012	76,6	42,6	3,7	1,4	34,0	4,0	11,6	173,9
2013 - E	86,0	36,2	4,0	1,7	36,3	N. d.	12,3	176,5
2014 - P	91,2	37,9	4,1	2,5	37,9	N. d.	12,9	186,5
Variation en 2013	12,3	-15,0	6,9	21,4	6,8	N.d.	6,0	3,9

Sources : Données nationales, EIU, FMI

88. En termes d'investissement brut en capital fixe, le volume de l'Algérie était évalué à 6859 milliards DZD (environ 86,0 milliards \$ US en 2013 comparativement à 5938 milliards DZD en 2012), soit une augmentation de 12,3 % (voir le tableau 6). La formation brute de capital s'est aussi majorée de 10,2 % pour se chiffrer à 510 milliards DZD en 2013, comparativement à 358 milliards DZD en 2012. De même, le ratio de l'investissement brut en capital fixe par rapport au PIB a connu une légère augmentation pour s'établir 43,3 % du PIB en 2013 contre 42,1 % du PIB en 2012 (voir le tableau 6).

89. Cette amélioration en terme absolu du volume de l'investissement brut en capital fixe ou de la formation brute de capital en 2013 par rapport à 2012, pourrait provenir des retombés des réformes et diverses politiques en matière d'investissement et d'amélioration des affaires mises en place par le gouvernement les années antérieures. On peut noter entre autres : Au plan de la politique énergétique, SONATRACH, la société d'État pétrolière et gazière, prévoit de consacrer 80 milliards \$ au cours des cinq prochaines années à de nouvelles activités d'exploration afin de répondre à la demande en produits raffinés; la déclaration de nouvelles découvertes dans le bassin de Berkine; et la modification de la loi de 2005 sur les hydrocarbures, approuvée par le parlement en janvier 2013, selon laquelle les sociétés étrangères seront imposées sur leurs profits plutôt que sur leurs revenus. Ces diverses annonces ont sans doute été des facteurs ayant stimulé l'investissement dans le pays.

90. En Égypte, l'investissement brut en capital fixe devrait afficher une baisse de 15 % pour passer de 42,6 milliards \$US en 2011-2012 à 36,2 milliards \$US en 2012-2013 aux prix courants du marché. Cependant, le ratio par rapport au PIB a quelque peu augmenté (de 0,6 %). L'investissement total devrait passer de 258,1 milliards E£ en 2011-2012 à 248,6 milliards E£ en 2012-2013, et l'investissement privé, de 246,1 milliards E£ en 2011-2012 à 241,6 milliards E£ en 2012-2012¹⁷. Cette situation à la baisse des investissements serait une conséquence de la crise socio politique en Égypte.

91. Le gouvernement vise un investissement total de 273,2 milliards E£ en 2013-2014, dont environ 103 milliards E£ seront fournis par l'État (dons et subventions des Émirats Arabes et du FMI), tandis que l'investissement privé dans le cadre des projets de PPP est évalué à 170 milliards E£, selon un vaste plan d'investissement dans les domaines comme les infrastructures, l'électricité et l'eau et le paiement des arriérés aux entrepreneurs des entreprises d'énergie. En 2014, Il est attendu que la politique reste expansionniste pour prendre en compte le vaste plan d'investissement public du gouvernement. Cette politique vise à poursuivre les actions du ministère de l'Électricité déjà annoncées en décembre 2012 consistant à lancer deux grands projets d'électricité privés (centrale de 2250 MW à Dairout, dans la province de Beheira, et série de parcs éoliens dans le golfe de Suez) et qui avaient déjà attiré de nombreux investisseurs avant la révolution. Les perspectives indiquent que l'environnement des affaires s'améliorerait entre 2014-18 compte tenu des efforts en cours pour résoudre la crise politique. Toutefois, cet environnement des affaires continuera à être affecté par l'incertitude politique, un niveau de terrorisme de plus en plus élevé, bien que des réformes économiques se mettent lentement en œuvre.

¹⁷ Données EIU janvier 2014.

92. L'investissement brut en capital fixe a augmenté moins vite en **Libye** pour atteindre 243 millions \$US en 2013 comparativement à 1906 millions en 2012. En termes de pourcentage du PIB, ce taux a connu une légère hausse pour passer de 18,0 % en 2012 à 19,8 % en 2013 grâce à la poursuite des efforts de redressement de la production et de la croissance remarquable du PIB enregistrée en 2013 par rapport à 2012. Le flux des IDE nets en 2013 se chiffre à 522 millions \$, un peu plus élevé que ceux 2012. Le gouvernement poursuit les réformes en cours tels que : les plans visant à séparer les activités liées au raffinage et aux produits pétrochimiques de la National Oil Corporation (NOC), l'établissement de la National Corporation for Oil Refining and Petrochemical Production, (NCORPP), dans la partie orientale du pays. Ces plans ne font que renforcer la volonté du gouvernement de poursuivre une stratégie de développement économique plus inclusive. L'investissement brut en capital fixe devrait continuer à croître en 2014 pour s'établir à 6,9% en volume et connaître une évolution similaire en 2015, pour ainsi dépasser le niveau atteint en 2010.

93. En **Mauritanie**, l'investissement brut en capital fixe a connu une hausse d'environ 21,4 % pour s'établir à 1,7 milliard \$US en 2013 comparativement à 1,4 milliard \$US en 2012 (voir le tableau 5). Par contre, l'investissement brut en capital fixe a diminué de 4,7% du PIB en termes relatifs pour s'établir à 42,3 % en 2013, comparativement à 47,0 % du PIB en 2012, en liaison avec les effets prix et de l'augmentation de la production. L'investissement brut devrait fléchir à 37,3 % du PIB en 2014 comparativement à 42,3% en 2013 mais en volume, il augmenterait pour se situer à 2,5 milliards \$US en 2014 contre 1,7 milliards \$US en 2013. Cette amélioration en volume des investissements pourrait être une conséquence des réformes pour améliorer le climat des investissements, une des contraintes qui freinent la promotion du secteur privé. Ainsi, un nouveau code des investissements a été adopté en 2012 et devra permettra d'opérationnaliser le guichet unique (déjà mis en place) pour simplifier les procédures administratives en matière d'investissements nouveaux. En outre, une stratégie de développement du secteur privé a été élaborée en 2013 et devrait être adoptée en 2014. En terme de prévision, la Mauritanie connaîtrait en 2014 une baisse des IDE de l'ordre de 10,3 %, ceux de l'année précédente se chiffrent à 1153,9 millions \$US.

94. Au **Maroc**, l'investissement total a augmenté légèrement, pour s'établir à 304,4 milliards MD en 2013, alors qu'il était de 292,4 milliards MD en 2012. L'investissement brut en capital fixe devrait ainsi connaître une légère hausse au Maroc pour atteindre 36,3 milliards \$US en 2013, contre 34 milliards \$ en 2012. Cependant, en termes relatifs, l'investissement brut en capital fixe accuse un repli de 1,0 % pour s'établir à 34,3 % du PIB en 2013, comparativement à 35,3 % en 2012. De même, la FBCF va dans le même sens et connaîtrait une baisse de 4,5 % en 2013 contrairement à la hausse de 5,2 % en 2012.

95. Outre son investissement dans l'habitation et l'infrastructure, le gouvernement cherche dans le cadre de son plan Vision 2020 à attirer l'IDE dans des secteurs tels que les composants électroniques, le textile, les services à l'étranger et le tourisme. Dans sa politique de promotion de l'économie, le gouvernement a fait des efforts d'investissement en 2013. Cette dynamique a bénéficié de la bonne tenue des émissions au titre de l'investissement du budget de l'État qui se sont établies à plus de 48,3 milliards de dirhams en 2013, des recettes des IDE en hausse de 25,2% pour totaliser 40,2 milliards de dirhams et des importations des entreprises en biens d'équipement en augmentation de 8,2% à plus de 79 milliards de dirhams, ainsi que de la reprise de l'encours des crédits à l'équipement qui s'est accru de 2,4% à fin 2013 (39,1 milliards de dirhams), après une baisse de 0,8% un an auparavant. En terme de perspectives, les investissements brut de capital fixe connaîtraient une croissance de 4,4 % en 2014 pour s'établir à 37,9 milliards \$US.

96. L'analyse sur les investissements au **Soudan** repose de manière globale sur les tendances antérieures, pour des raisons d'indisponibilité de données. En effet, selon les résultants des années précédentes, l'investissement a reculé de manière globale. Toutefois, le plan stratégique quinquennal 2012-2017, consiste à diversifier l'économie au moyen d'investissements dans l'agriculture, le micro financement et l'infrastructure (par exemple dans la construction de barrages et de routes), ainsi que d'investissement dans le secteur minier. Malgré le manque de stabilité économique, le Soudan poursuit ses réformes pour à attirer les IDE, des prêts et des subventions, principalement de la part de pays arabes du Golfe et de pays asiatiques, surtout la Chine. D'autres mesures sont aussi prises dans les secteurs des hydrocarbures et minier, et le budget 2013 projette l'accroissement de la production pétrolière.

97. En **Tunisie**, l'investissement brut en capital fixe s'est s'amélioré en termes de volume, pour totaliser 12,3 milliards \$US en 2013 comparativement à 11,6 milliards \$US en 2012. Il représente ainsi 24,6 % du PIB en 2013 au lieu de 23,2 % du PIB en 2012. Selon les données officielles, la FBCF s'appréciera de 12,0 %, pour passer de 15700 millions TD en 2012 à 17400 millions TD en 2013, tandis que l'investissement total augmentera de seulement 7 % (soit 18100 millions TD en 2012 à 20100 millions TD en 2013). La Tunisie continue de mettre en place des réformes de manière à créer un environnement propice aux affaires, dans le but d'attirer l'IDE. Cependant, l'impact à court terme n'est pas encore visible. Le volume de l'IDE a ainsi enregistré une baisse de 20 % pour s'établir à 1243 millions \$US, comparativement aux 1554 millions \$US que le pays a attirés en 2012. Cette baisse relative de l'IDE s'explique par les difficultés économiques dans les principaux pays partenaires de la Tunisie, ainsi que par la situation socio politique instable du pays. Pour les acteurs économiques privés, des réformes restent encore a mener, notamment au niveau de la loi de 1993 sur l'investissement qui n'est pas favorable à l'environnement des affaires selon les chefs d'entreprise et a besoin d'être révisée dans un souci de simplicité et de transparence, l'objectif étant de simplifier les procédures de création d'une entreprise et d'améliorer les procédures d'arbitrage ainsi que de conciliation.

98. Comme pour les autres pays de la sous-région, il s'agit là aussi d'une occasion d'améliorer la convergence de la législation sur l'investissement en Afrique du Nord pour accélérer l'investissement régional.

B. Un ratio de l'IDE dans l'investissement intérieur plombé par la durée des transitions politiques en cours

99. L'analyse du flux des IDE en Afrique du Nord indique une légère baisse à 15, 8 milliards \$US en 2013 comparativement à 16,8 en 2012. Avec une hausse correspondante du volume de l'investissement brut en capital fixe à 176,1 milliards \$US en 2013 comparativement à 173,1 milliards \$US en 2012, le ratio de l'IDE par rapport à l'investissement brut en capital fixe a connu une baisse sensible, passant de 9,7% en 2012 contre 8,9% en 2013. Les prévisions indiquent une reprise des flux d'IDE qui s'établiraient à 10,6 %, qui proviendrait de l'amélioration du climat des affaires dans la sous-région, des mesures en cours des pays, des besoins d'accroissement de l'offre afin de satisfaire une demande intérieure de plus en plus importante et aussi des investissements importants dans les infrastructures.

Tableau 6 : Ratio de l'investissement brut en capital fixe par rapport au PIB et de l'IDE par rapport à l'investissement total (%), 2011-2014

Investissement brut en capital fixe, en % du PIB								
	Algérie	Égypte	Libye	Mauritanie	Maroc	Soudan	Tunisie	Afrique du Nord*
2011	37,2	16,7	20,0	33,7	35,9	19,1	24,1	26,7
2012	42,1	15,6	18,0	47,0	35,3	18,7	25,4	28,9
2013-E	43,3	16,2	19,8	42,3	34,3	20,3	24,6	28,7
2014-P	42,9	14,9	18,8	37,3	34,9	17,6	23,9	27,2
IDE, en % de l'investissement brut en capital fixe								
2011	4,1	-1,3	5,7	59,7	8,3	N.D.	4,3	12,5
2012	2,3	6,9	18,1	100,7	9,4	N.D.	15,5	22,5
2013- E	2,5	3,8	14,3	51,1	11,3	N.D.	11,6	15,8
2014- P	3,8	6,5	16,5	43,2	9,7	N.D.	13,1	15,5

Sources : Données nationales, EIU, décembre 2013, base de données du FMI.

100. Le ratio de l'IDE par rapport à l'investissement brut en capital fixe en **Algérie** a quelque peu augmenté, pour s'établir à 2,5 % du PIB en 2013 comparativement à 2,3 % du PIB en 2012. En termes absolus, on prévoyait que l'IDE brut totaliserait 1,8 milliards \$ US en 2013 alors qu'il se chiffrait à 1,5 milliards \$ US en 2012. Cette hausse pourrait s'expliquer par les meilleures conditions d'investissement dans le secteur des hydrocarbures, bien que le régime fiscal contraigne l'investissement étranger dans le but de développer l'industrie nationale. Les dépenses en capital devraient baisser en 2013 par rapport à 2012, ce qui aidera à diversifier l'économie dans des secteurs autres que celui des hydrocarbures.

101. Il est projeté que l'investissement brut en capital fixe s'accroisse plus rapidement que l'IDE pour s'établir à 43,3 % du PIB. Par conséquent, le ratio attendu de l'IDE par rapport à l'investissement brut en capital fixe devrait s'établir à 3,8 % en 2013.

102. En **Égypte**, le ratio de l'IDE brut par rapport à l'investissement brut en capital fixe a baissé de façon considérable, s'établissant à 3,8 % en 2013 comparativement à 6,9 % en 2012. Cette baisse provient de la baisse des IDE, conséquence de la crise dans le pays. Cependant, les tendances actuelles montrent une amélioration du ratio en 2014 qui s'établirait à 6,5%, soutenue par l'effet attractif des réformes gouvernementales et du vaste plan de développement des infrastructures.

103. Le ratio de l'IDE par rapport à l'investissement brut en capital fixe en **Libye** a baissé de 18,1% en 2012 à 14,5 % en 2013. La baisse de ce ratio est principalement attribuable à la baisse de l'IDE, soulignant l'impact négatif des perturbations sécuritaires sur l'attractivité globale du pays.

104. De même, en **Mauritanie**, le ratio de l'IDE par rapport à l'investissement brut en capital fixe a affiché une baisse appréciable, pour passer de 100,7 % en 2012 à 51,1 % en 2013. En volume, les IDE passent de 1381 millions US\$ en 2012 à 1154 millions US\$ en 2013. Cette contraction semble être la perception encore timide de l'évolution de l'environnement des affaires et les prévisions indiquent une baisse qui devrait se poursuivre en 2014 avec des IDE qui s'établiraient à 1036 millions US\$.

105. Au **Maroc**, l'augmentation du ratio de l'IDE par rapport à l'investissement brut en capital fixe, de 9,4 % en 2012 à 11,3 % en 2013, est une conséquence de la faible augmentation de l'investissement brut en capital fixe, qui passe de 34 000 millions \$US en 2012 à 36 300 millions \$US en 2013, alors que dans le même temps les IDE ont connu une croissance significative et sont passés de 2,8 milliards en 2012 à 3,6 milliards \$ en 2013.

106. Le ratio de l'IDE par rapport à l'investissement brut en capital fixe en **Tunisie** a baissé pour passer de 15,5 % en 2012 à 11,6 % en 2013, bien que l'investissement brut en capital fixe, n'ait pas augmenté fortement et ait passé de 11,2 milliards \$ en 2012 à 11,6 milliards \$ en 2013. Par contre, les IDE ont diminué de plus de 20 % pour passer de 1,5 milliards \$US en 2012 à 1,2 milliards \$US en 2013. Cette baisse du ratio de l'IDE, est en liaison avec le recul des IDE qui pourrait se justifier par la situation sociopolitique que traverse le pays et un environnement des affaires qui n'évolue pas suffisamment vite pour le secteur privé.

IV- Evolution des échanges extérieurs et intégration régionale

A. Echanges extérieurs : L'environnement politique et sécuritaire continue d'affecter les performances commerciales

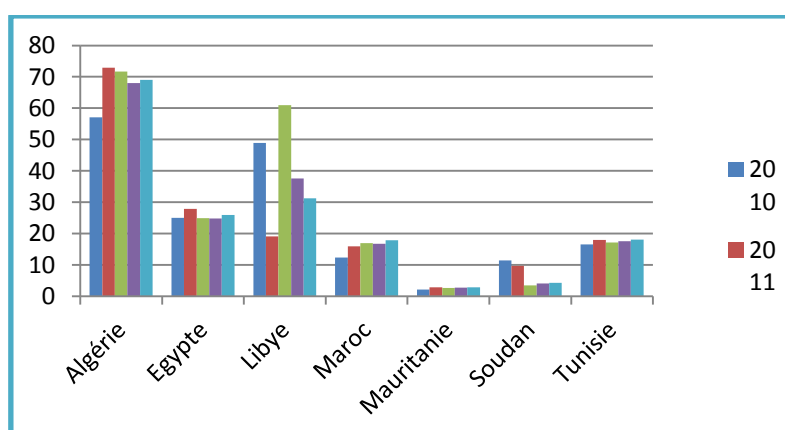
107. A 171,3 milliards de dollars contre 197,6 milliards en 2012, les exportations de la sous-région ont accusé en 2013 une baisse de 13,3%. Cette contreperformance résulte principalement d'un recul de 38% des exportations libyennes et dans une moindre mesure d'un repli de 5,1% de celles de l'Algérie. La production libyenne, qui avait enregistré en 2012 un rebond massif de 348% après la crise politico-militaire de 2011, s'est de nouveau contractée à 0,9 millions de barils/jour contre 1,3 en 2012, corollaire de la persistance de problèmes sécuritaires qui affectent directement la chaîne de production et de transport des hydrocarbures bruts. Dans le cas de l'Algérie, la baisse des exportations résulte des effets conjugués d'un tassement de la production de pétrole (à 1,1 millions b/d) et de la baisse des cours du brut, de 111,9 à 108, 5 dollars le baril.

108. A un niveau moindre, le Maroc et l'Egypte enregistrent aussi une contraction de leurs exportations de marchandises, respectivement de 0,8%, et de 0,4% par rapport à 2012. Ce repli s'explique dans le cas du Maroc par un recul de 23,3% des ventes de phosphates et de produits dérivés. Cependant, les exportations hors OCP ont enregistré une hausse de 7,2 %, suite à la bonne performance des Métiers Mondiaux du Maroc, notamment l'automobile (+23%), l'aéronautique (+20%), l'électronique (+12%) et les industries alimentaires (+7%), confortant ainsi la justesse des choix stratégiques du Maroc en matière de positionnement sur des créneaux exportateurs dynamiques et à plus forte valeur ajoutée et contenu technologique. Quant à l'Egypte, par l'impact des risques sécuritaires sur les exportations de gaz du Sinaï.

109. Les exportations du Soudan, de la Mauritanie et de la Tunisie se sont inscrites en hausse, respectivement de 17,6, 3,8 et 2,3%, les variations en valeur absolue restant toutefois assez modestes pour inverser la tendance baissière observée pour l'ensemble régional. Le montant consolidé des exportations de l'Afrique du Nord reste en effet encore inférieur de 0,2% à son niveau de 2010. La persistance d'une instabilité politique et de menaces sécuritaires dans certains pays, la faiblesse de la croissance dans la zone Euro et le repli des cours mondiaux du pétrole affectent – à des degrés divers-, la performance des économies nord-africaines et le dynamisme de leurs exportations.

Pour 2014, la tendance baissière devrait se maintenir pour l'ensemble régional, avec de nouveau un repli de l'ordre de 0,2%, du fait des incertitudes qui continuent de peser sur les exportations libyennes d'hydrocarbures et du quasi tassement des prix du pétrole.

Graphique 4: Evolution des exportations (MDs \$US)

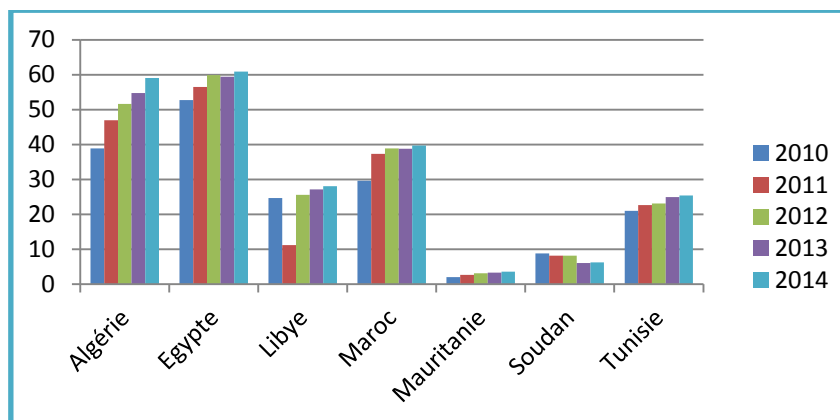


Source: Données nationales (sondage du BSR-AN, sites web officiels), Annuaire Statistique CEA, EIU, janvier 2014.

110. Les importations de marchandises enregistrent un accroissement de 1,8%, à 214,2 milliards de dollars, tirées principalement par une hausse de 6 et 7,8% des importations algériennes et tunisiennes. Seul le Soudan continue d'accuser une baisse sensible de sa demande extérieure, de l'ordre de 26% en

2013, corollaire de la partition du pays intervenue en 2011 et des perturbations économiques liées aux tensions politiques avec le Soudan du Sud. Pour 2014, la hausse des importations nord-africaines devrait rester globalement modérée – environ à 4%, en raison de la stabilité relative des cours du pétrole et de la hausse de la production céréalière mondiale¹⁸ (Etats Unis, Chine, Ukraine...), qui devrait tirer à la baisse les prix des produits agricoles.

Graphique 5: Evolution des importations (MDs \$US)

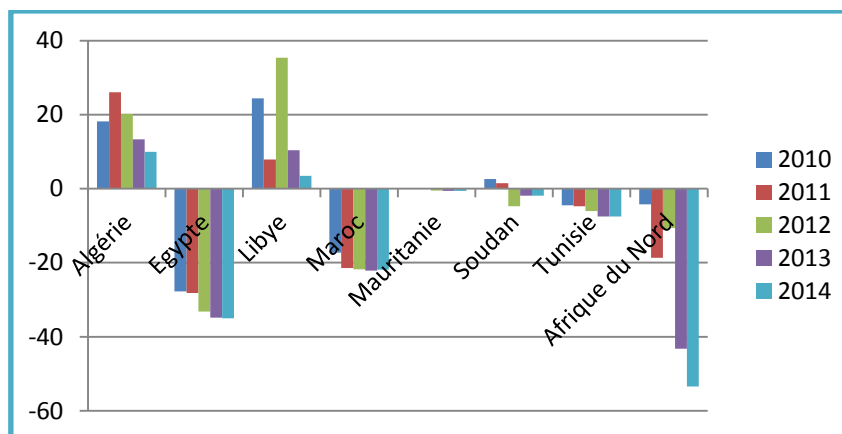


Source : Données nationales (sondage du BSR-AN, sites Web officiels), Annuaire Statistique CEA, EIU, janvier 2014

1. Une offre régionale de marchandises structurellement faible

111. Pour l'ensemble régional, le déficit de la balance des marchandises s'est creusé de 307,5%, passant de 10,6 milliards de dollars en 2012 à 43,2 milliards en 2013, en raison d'une part de la forte contraction des excédents de la Libye (- 70,6%) et de l'Algérie (- 34,1%) et d'autre part, du maintien à un haut niveau des déficits de l'Egypte (- 34 milliards) et du Maroc (- 22 milliards). Compte non pris des hydrocarbures bruts, l'offre régionale reste largement inférieure à la demande, ce qui traduit la faiblesse structurelle des systèmes productifs et l'impératif d'une politique de diversification plus volontariste.

Graphique 6: Evolution des balances des marchandises



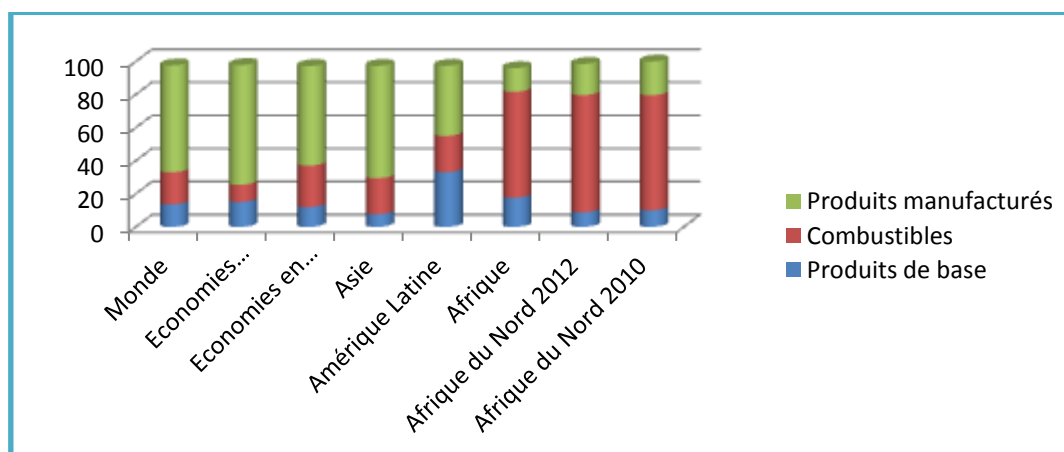
Source : Données nationales (sondage du BSR-AN, sites Web officiels), Annuaire Statistique CEA, EIU, janvier 2014.

¹⁸ International Grain Council ; Rapport marché des céréales ; Novembre 2013

2. La prédominance des produits primaires

112. L'impact de la faiblesse de l'offre régionale est par ailleurs amplifié par la prédominance des hydrocarbures bruts et autres produits de base dans la structure des exportations. En 2012, les combustibles ont représenté 71% des exportations nord-africaines, compte non pris de la baisse conjoncturelle de la production libyenne. Entre 2005 et 2012, la part des produits manufacturés a légèrement progressé, passant de 16,9 à 20,4% du total des exportations. Ce ratio reste toutefois très en deçà de la moyenne des économies en développement (61% en 2012) et traduit la nécessité de politiques d'industrialisation plus efficaces.

Graphique 7 : Structure comparée des exportations



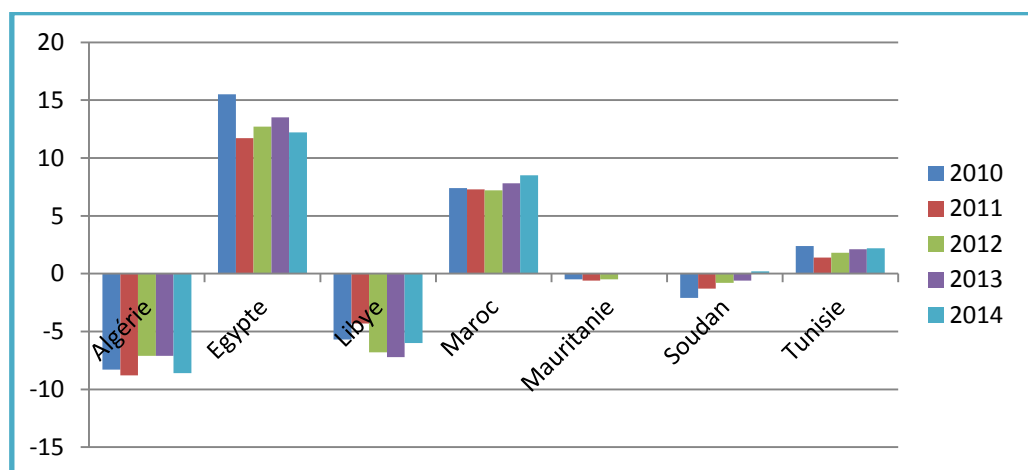
Source : Données nationales (sondage du BSR-AN, sites Web officiels), Annuaire Statistique CEA, EIU, janvier 2014.

3. Le redressement progressif du commerce des services

113. Le commerce des services enregistre des soldes positifs en nette progression dans les pays traditionnellement excédentaires - Tunisie (+16,6%), Maroc (+8,3%) et Egypte (+6,3%). On notera cependant que dans le cas de l'Egypte et de la Tunisie, les performances restent encore en deçà de celles de 2010, conséquence de la prolongation des transitions politiques et de ses impacts sur l'économie, l'industrie touristique notamment. Pour les autres pays, (l'Algérie, Libye, Mauritanie et Soudan), les déficits se sont globalement situés dans des ordres de grandeur proches de ceux de 2012.

114. La région affiche ainsi un solde consolidé positif de 8,5 milliards de dollars, en progression de 30,7% par rapport à 2012. Pour 2014, l'hypothèse favorable d'une fin des transitions politiques devrait se traduire par une amélioration sensible des performances de l'Egypte et de la Tunisie.

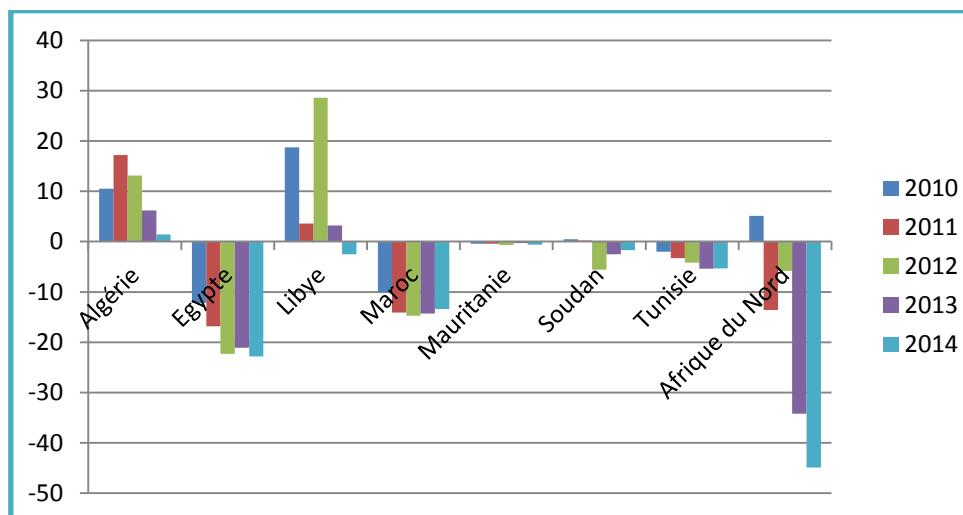
Graphique 8: Evolution de la balance des services



Source : Données nationales (sondage du BSR-AN, sites Web officiels), Annuaire Statistique CEA, EIU, janvier 2014

115. Pour l'ensemble régional, le déficit de la balance des biens et services s'est creusé de 489,6%, à 34,2 milliards de dollars contre 5,8 milliards en 2012, du fait principalement de la forte contraction des excédents de la Libye (- 88,8%) et de l'Algérie (- 52,6%). Cette tendance devrait perdurer en 2014, en dépit de la baisse pour tous les pays de la facture des importations alimentaires et de la facture énergétique. Ce constat traduit autant le niveau élevé de la dépendance des économies nord-africaines au commerce des hydrocarbures, que l'urgence -pour certains pays, d'une sortie des crises et transitions politiques en cours depuis 2011.

Graphique 9 : Evolution des balances des biens et services

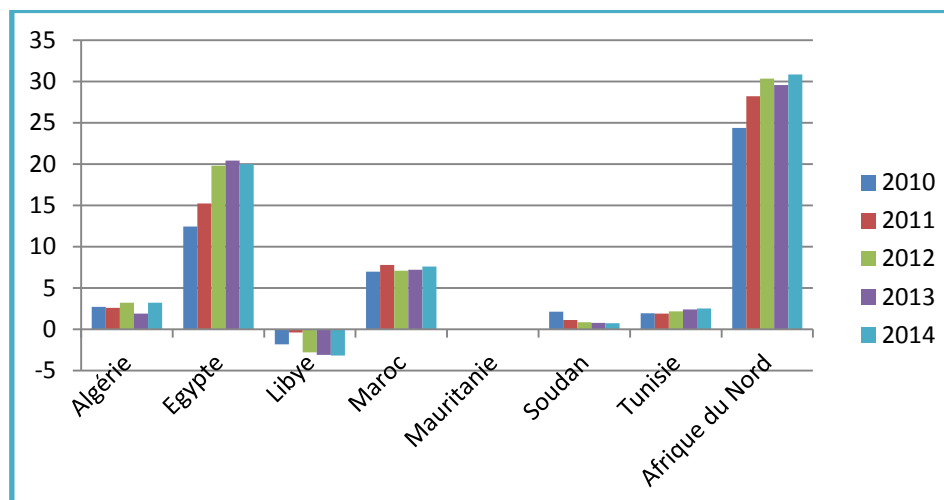


Source : Données nationales (sondage du BSR-AN, sites Web officiels), Annuaire Statistique CEA, EIU, janvier 2014

4. Un solde des transferts en légère contraction

116. La balance des envois de fonds enregistre un solde positif consolidé de 29,5 milliards de dollars, en léger repli (- 2,5%) par rapport à 2012. L'Egypte reste la principale destination de ces transferts, avec une part de 69%, suivie par le Maroc et la Tunisie avec respectivement 24,4% et 8,1%. A 2,4 milliards de dollars en 2013, la Tunisie enregistre une progression annuelle de 10,4% et un solde positif supérieur à son niveau de 2010 (1,9 milliards), d'avant le retour massif des travailleurs tunisiens en Libye observé en 2011.

Graphique 10: Evolution des soldes des transferts

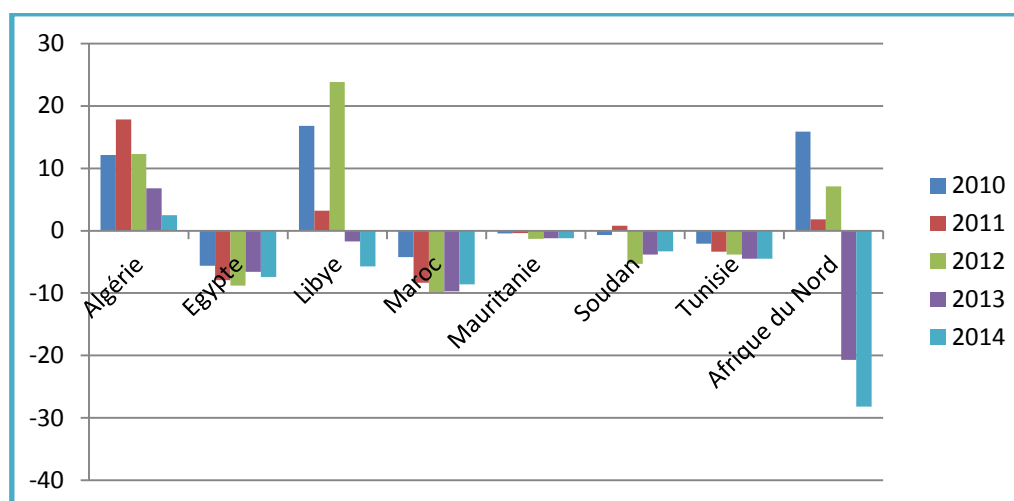


Source : Données nationales (sondage du BSR-AN, sites Web officiels), Annuaire Statistique CEA, EIU, janvier 2014.

5. Une aggravation du déficit des comptes courants

117. Le solde consolidé des comptes courants est passé d'un surplus de 7,1 milliards en 2012 à un déficit de 20,7 milliards en 2013, soit une baisse de 391 %, consécutive aux contreperformances du commerce extérieur libyen. Seule l'Algérie enregistre un solde positif -également en repli de 44,7% à 6,8 milliards. Quelques améliorations sont à noter pour l'Égypte, le Maroc, la Mauritanie et le Soudan, sans toutefois avoir un impact majeur sur le déficit structurel de leurs comptes courants.

Graphique 11: Evolution des soldes des comptes courants



Source : Données nationales (sondage du BSR-AN, sites Web officiels), Annuaire Statistique CEA, EIU, janvier 2014

118. La décélération perceptible à moyen terme sur les prix des produits alimentaires et les cours du pétrole ne sera pas suffisante pour inverser la tendance au creusement des déficits, pour tous les pays non exportateurs nets de pétrole, le secteur extérieur nord-africain restant d'abord caractérisé par une faiblesse relative de l'offre régionale. L'amélioration dans la durée des balances commerciales et des soldes des comptes courants passe par un plus grand dynamisme du secteur manufacturier, à la fois par un élargissement de l'offre de biens et services et une montée en puissance des industries à plus forte valeur ajoutée. L'Afrique du Nord dispose de plusieurs atouts stratégiques pour cette transformation structurelle de ses systèmes productifs, dont la proximité géographique et le partenariat avec l'Europe, les perspectives de croissance à moyen terme du Continent africain et le potentiel non encore valorisé de son marché intra-régional.

B. Intégration régionale¹⁹

1. Evolution des échanges intra-régionaux

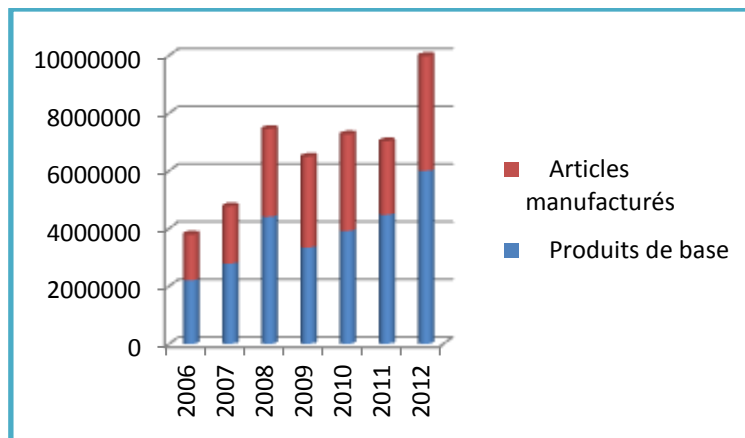
119. Le commerce intra Afrique du Nord a connu une progression de plus de 42% en 2012²⁰ par rapport à l'année précédente, passant d'un volume de 7 milliards de dollars à un peu moins de 10 milliards. Cette performance intervient après la chute du commerce intra-régional de près de 3.3% enregistrée suite aux événements survenus dans la sous région en 2011. Ces derniers ont fortement réduit le commerce extérieur des pays, y compris le commerce intra-régional.

¹⁹ Cette section est développée dans la publication du bureau « Rapport sur l'Intégration Régionale en Afrique du Nord: Echanges intra-régionaux et facilitation du commerce », 29^e CIE, Rabat, 2014.

²⁰ Les données des flux commerciaux bilatéraux pour 2013 ne seront disponibles qu'en fin d'année 2014.

120. L'année 2012 est donc une année d'une forte reprise pour le commerce intra Afrique du Nord. Cette évolution est à l'image de la progression du commerce global de la sous région.

Graphique 12: Evolution du commerce intra- Afrique du Nord par type de produits



Source : UNCTADSTAT

121. Sur la période 2007 - 2012, le commerce intra Afrique du Nord a plus que doublé avec une croissance de 110%, passant de près de 4.8 milliards de dollars en 2007 à près de 10 milliards en 2012. Cette croissance a participé à l'augmentation du commerce global de la sous région, qui a cru de plus d'un quart au cours de la même période. La dynamique comparée des deux flux témoigne d'un développement en faveur du commerce intra Afrique du Nord.

122. Toutefois, ces bonnes performances doivent être relativisées eu égard à la faiblesse intrinsèque du commerce intra-régional pour cette partie du monde qui ne représente que 4.8% du commerce global de la sous région. Cette part s'approche de son niveau historique de 2009 après une tendance baissière en 2010 et 2011.

123. L'Afrique du Nord reste pour l'instant l'une des sous régions du continent les moins intégrées avec moins de 5% des exportations destinées aux pays membres.

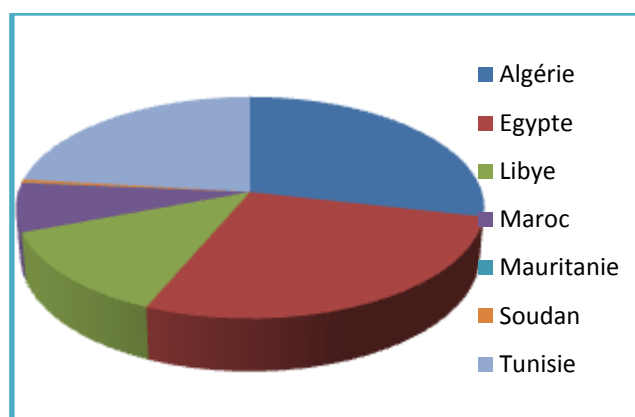
124. L'analyse des groupes de produits échangés au sein de la sous région, classés en produits de base versus articles manufacturés, permet de soulever les remarques suivantes :

- La structure des exportations intra-Afrique du Nord est dominée par les échanges de produits de base qui constituent 60% du commerce.
- Cette part retrouve son niveau d'il y a 7 ans, en 2006, la nature des échanges n'ayant pas fondamentalement changé en faveur d'articles plus riches en valeur ajoutée.
- La chute du commerce extérieur de la sous région, global mais aussi intra Afrique du Nord, qui fait suite à la crise internationale de 2008-2009 a fortement influencé le rapport entre les deux groupes de produits. En effet, les exportations de produits de base ont chuté de plus de 24% alors que les articles manufacturés ont fait preuve d'une résilience significative puisqu'ils ont progressé la même année de plus de 3.5%.
- Les exportations ont à nouveau baissé de plus de 3% en 2011 suite aux événements sociaux et les révoltes. Toutefois l'effet constaté est à l'inverse de celui enregistré en 2009. Si, en effet, la chute des exportations de la sous région suite à la crise internationale a épargné les articles manufacturés, celle liée aux événements 2011 s'explique exclusivement par ces derniers. En effet, les exportations des produits de base ont augmenté de plus de 14% alors que les articles manufacturés ont baissé de près de 24%. En d'autres termes, le ralentissement économique qui fait suite aux événements politiques de la sous région ont fortement réduit la capacité de production industrielle des pays d'Afrique du Nord, ces pays n'ont pu faire face sur le marché international que par l'augmentation de leur offre de produits de base.

- Près de 42% des échanges commerciaux intra-Afrique du Nord sont des combustibles, principalement du pétrole et du gaz naturel. Cette part est restée relativement constante sur les sept dernières années, à l'exception de la période entre 2009 et 2010, période correspondant au pic de la crise internationale.
- Les autres catégories de produits échangés sur le marché intra- Afrique du Nord progressant à un rythme régulier et constant, c'est bien l'évolution des échanges en combustibles qui détermine la tendance des échanges dans leur totalité.

125. L'analyse par pays montre que l'Algérie, l'Egypte et la Tunisie dominent le marché interne d'Afrique du Nord avec près de 79% de parts de marché. Les parts individuelles sont respectivement de 29%, 28% et de 23% des exportations en 2012. Les quatre autres pays se partagent les 21% restant. L'offre du Soudan et de la Mauritanie est relativement marginale.

Graphique 13: Parts du commerce intra-Afrique du Nord par pays en 2012

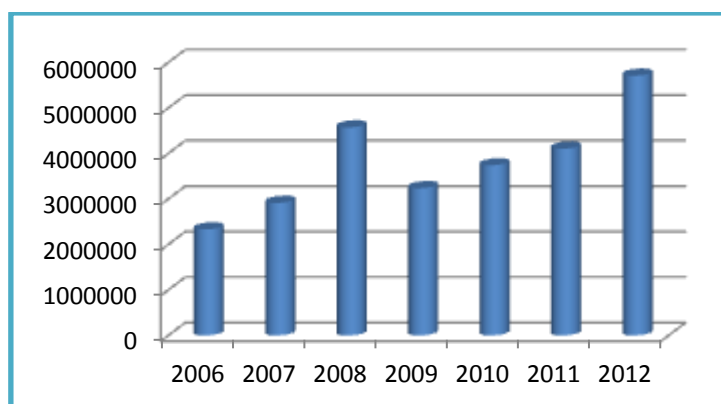


Source : UNCTADSTAT

2. Evolution du commerce au sein de l'Union du Maghreb Arabe

126. Au niveau de l'UMA, le commerce intra-zone est en forte croissance en 2012 par rapport à l'année précédente, puisqu'il a crû de plus de 39%. Il s'agit de la deuxième meilleure performance annuelle des sept dernières années. Seule l'année 2008 avait enregistré une meilleure croissance.

Graphique 14: Evolution du commerce intra-maghrébin



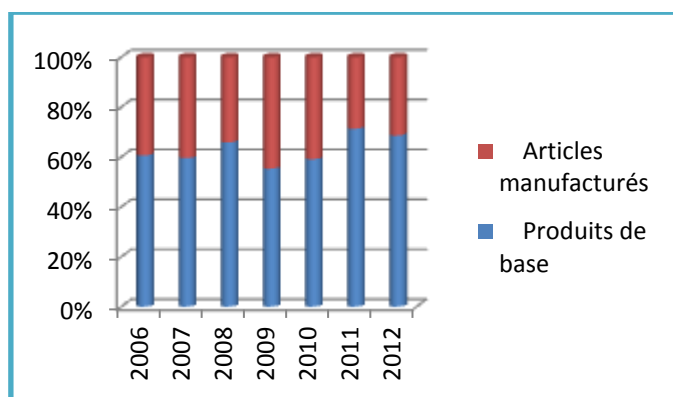
Source : UNCTADSTAT

127. La baisse enregistrée après 2008 s'explique par les effets de la crise internationale sur les économies maghrébines. La relative faible reprise, depuis cette date, tend à être justifiée par l'impact du ralentissement économique qu'a connu la région après les événements sociopolitiques de 2011.

128. Toutefois, et à l'image de ce qui a été avancé sur la relative faiblesse du commerce intra-Afrique du Nord, le groupement économique de l'Union du Maghreb Arabe commerce très peu à l'intérieur de ses frontières. Seul 3,35% des exportations des pays membres de l'UMA sont destinées au marché maghrébin, ce qui représente une part extrêmement faible eu égard aux performances enregistrées par les autres Communautés Economiques Régionales du continent africain et du potentiel de cette région. L'évolution de ces dernières années est cependant positive. A l'exception de la chute enregistrée en 2009, la part du commerce maghrébin dans les exportations globales est en hausse régulière.

129. La transformation structurelle des économies de l'Union du Maghreb Arabe passe par une modification de sa structure économique, essentiellement productrice de produits de base non ou très peu transformés à une économie industrielle portée sur des produits de plus grande valeur ajoutée. Le développement de la production et la commercialisation d'articles manufacturés sont à ce titre des conditions fondamentales pour le décollage économique voulu par les pays maghrébins.

Graphique 15: Parts des articles manufacturés dans le commerce intra-UMA



Source : UNCTADSTAT

130. Force est de constater qu'au lieu de prendre une place de plus en plus importante dans le commerce intra-maghrébin, les articles manufacturés, dans leur ensemble perdent en importance dans cette évolution au profit des produits de base. En 2012, ils ne représentent que 31,34% du commerce au sein de l'UMA alors que ce taux était de 44,69% en 2009. L'évolution positive des exportations échangées sur le marché maghrébin semble profiter essentiellement aux produits de base.

131. Si le commerce maghrébin est, en 2012, à plus de 68% à base de produits primaires à faible valeur ajoutée, plus de 76% de ces derniers viennent des exportations de combustible. Autrement dit, plus de la moitié des exportations des pays de l'UMA (52,7%) vers les pays membres est constituée des combustibles, pétrole et gaz naturel. Les articles manufacturés de haute technologies et à compétences élevées ne représentent quant à eux que 8,5% du total du commerce maghrébin.

CHAPITRE III – DEVELOPPEMENT SOCIAL

I- Les perspectives en terme de développement humain et social

132. Le contexte social en Afrique du Nord reste dépendant de la situation économique et politique qui a un impact sur le bon déroulement et l'aboutissement des réformes engagées. Les pays peuvent être divisés entre ceux qui connaissent une stabilité politique et un retour ou un renforcement de la croissance et les pays dans lesquels les incertitudes qui pèsent encore sur l'évolution des transitions politiques impactent négativement la performance des économies.

133. En Algérie, les ressources tirées de l'exportation des hydrocarbures ont permis de maintenir une politique de subvention des prix à la consommation, d'augmentation des salaires et des transferts sociaux qui a contribué à contenir relativement la pression sociale et à continuer à investir dans le développement du capital humain.

134. En Egypte, la prolongation de la transition politique ne permet pas encore une capitalisation optimale des bienfaits économiques et sociaux attendus d'un changement démocratique. La reprise économique, qui a un impact direct sur l'amélioration des conditions de vie, reste pénalisée par l'incertitude politique, la morosité du climat des affaires, le déclin des investissements productifs ainsi que par l'effondrement du secteur du tourisme.

135. La Libye fait face à une détérioration de la situation sociale de la population due aux conséquences de la guerre civile de 2011 qui a détruit plusieurs infrastructures de base y compris celles des secteurs de la santé et de l'éducation. L'insécurité ambiante ainsi que les conflits récurrents entre différentes fractions armées menacent la stabilité politique, fragilisent les institutions, et retardent les effets positifs de la politique de reconstruction.

136. Le Maroc, malgré un contexte international difficile, continue les réformes engagées depuis 2010 dans les domaines législatif, réglementaire et institutionnel afin d'améliorer l'environnement des affaires et maîtriser le déficit budgétaire à travers la rationalisation des dépenses publiques. Le pays accorde une attention particulière à ses mécanismes de solidarité sociale lui permettant de maintenir les conditions de vie de la population. Néanmoins la question du financement de la politique sociale et particulièrement de la Caisse de compensation, qui subventionne les produits pétroliers et de première nécessité, constitue un défi majeur pour les années à venir.

137. La Mauritanie, malgré un taux de croissance jugé relativement satisfaisant depuis quelques années et des ressources minérales et halieutiques importantes, reste un pays caractérisé par un niveau élevé de pauvreté et de chômage. Les progrès sociaux sont lents. La situation en matière de santé reste alarmante, la couverture et la qualité des services médicaux, surtout en milieu rural, restent faibles. De même, la situation de la sécurité alimentaire qui dépend très fortement de la pluviométrie, reste une question récurrente. Dans le secteur de l'éducation des progrès ont été réalisés notamment dans l'éducation de la petite enfance et l'alphabétisation, sans toutefois, d'après les projections, permettre d'atteindre les OMDs en 2015.

138. Le Soudan, depuis l'indépendance du Soudan du Sud en 2012, a vu ses recettes annuelles d'hydrocarbures baisser de près de 75 % et a été obligé d'ajuster ses dépenses publiques, notamment sa politique sociale, en réduisant les subventions des produits de base alimentaires et pétroliers. Cette situation ressentie comme injuste par la population a été à l'origine des tensions sociales assez violentes. Les efforts fournis par le Soudan depuis quelques années pour développer les services de base en matière d'eau et d'assainissement, d'éducation et de santé, et pour réduire la pauvreté sont sérieusement remis en cause car ils étaient basés sur des recettes d'hydrocarbures qui ne sont plus désormais disponibles. Les ajustements nécessaires en termes de dépenses publiques et les pressions inflationnistes que connaît le pays ces deux dernières années risquent d'entraîner un recul des politiques sociales, ce qui pourrait être à la source de tensions sociales.

139. En Tunisie, la transition politique s'est révélée plus longue que prévue, ce qui a comme conséquence de peser sur la reprise de la croissance pourtant amorcée depuis 2012. Cette croissance, du fait de l'instabilité politique, reste insuffisante pour répondre aux principaux défis du pays que sont le chômage, les inégalités, et les disparités régionales. Le pays dispose d'un potentiel de développement indéniable, des indicateurs sociaux jugés relativement satisfaisants même si certains d'entre eux (comme la prévalence de la pauvreté) ont été pendant longtemps sous estimés. Par ailleurs, il est utile de noter que les institutions publiques ont montré leur solidité et ont assuré une continuité relativement stable de l'administration compte tenu des troubles occasionnés par la révolution. Néanmoins, les réformes nécessaires pour restaurer la confiance et relancer la machine économique ne peuvent se faire sans que le processus démocratique soit parachevé afin d'évacuer toute source de tension politique et sociale. L'adoption de la nouvelle constitution, après plus de deux ans de négociation entre les différents courants politiques et la formation d'un gouvernement d'indépendants chargé de sortir la Tunisie de la crise politique jusqu'à la tenue d'élections en 2014, donnent des signaux encourageants pour une stabilisation rapide du pays.

II- Evolution des indicateurs du développement social et humain

140. L'indice de développement humain (IDH) prend en compte trois dimensions du développement humain :

- la **santé / longévité** (mesurées par l'espérance de vie à la naissance), qui permet de mesurer indirectement la satisfaction des besoins matériels essentiels tels que l'accès à une alimentation saine, à l'eau potable, à un logement décent, à une bonne hygiène et aux soins médicaux.
- le **savoir** ou **niveau d'éducation**, mesuré par la durée moyenne de scolarisation pour les adultes de plus de 25 ans et la durée attendue de scolarisation pour les enfants d'âge scolaire ; il traduit la satisfaction des besoins immatériels tels que la capacité à participer aux prises de décision sur le lieu de travail ou dans la société ;
- le **niveau de vie** (logarithme du revenu brut par habitant en parité de pouvoir d'achat), afin d'englober les éléments de la qualité de vie qui ne sont pas décrits par les deux premiers indices tels que la mobilité ou l'accès à la culture.

Tableau 7 : Indice de développement humain (IDH)

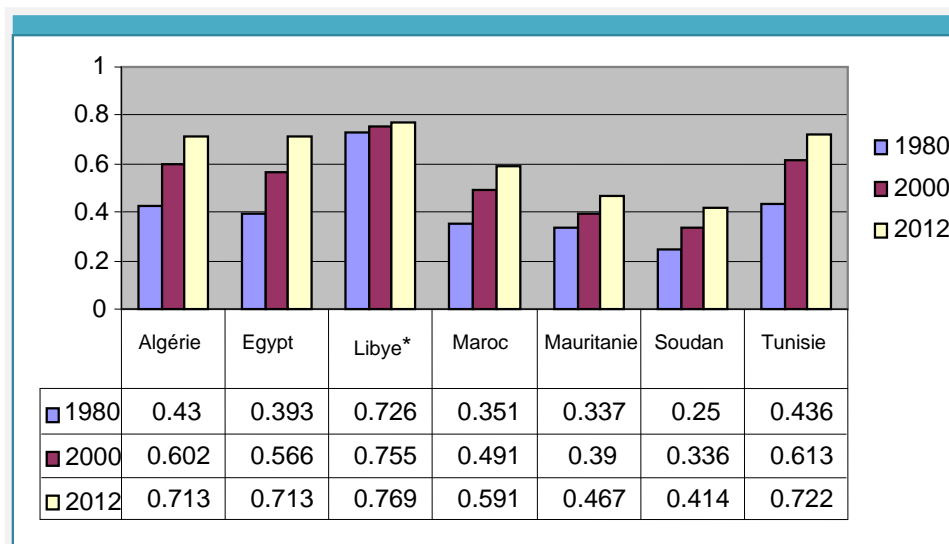
	Algérie	Egypte	Libye	Maroc	Mauritanie	Soudan	Tunisie
IDH 2011	0.696	0.644	0.760	0.582	0.453	0.408	0.698
Rang dans le monde en 2011	96	113	64	130	159	169	94
IDH 2012	0,713	0,662	0,769	0,591	0,467	0.414	0,722
Rang dans le monde en 2012	93	112	64	130	155	171	94

Sources : Rapports sur le développement humain 2013, PNUD.

141. Le dernier rapport de développement humain (2013) publié par le PNUD établit que, parmi les pays d'Afrique du Nord, la Libye reste le mieux classé au 64e rang avec un IDH de 0,769, suivie de l'Algérie (93e) avec un indice de 0,713, de la Tunisie (94e) avec un indice de 0,722, l'Egypte au 112e rang, avec un indice de 0,626 et le Maroc qui occupe le 130e rang mondial avec un indice de 0,591.

Ensuite viennent plus loin la Mauritanie avec un IDH de 0,467 qui la positionne à la 155e place et le Soudan au 171e rang mondial avec un indice de 0.414. Entre 2011 et 2012, les chiffres nous montrent que tous les pays ont amélioré leur IDH.

Graphique 16: Evolution des IDH depuis 1980



Sources : Rapports sur le développement humain 2010 et 2013, PNUD.

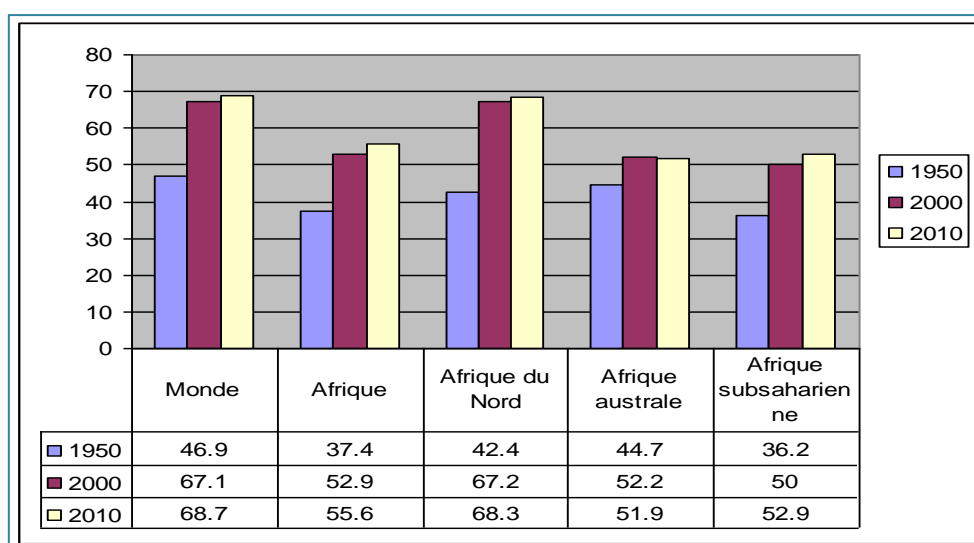
* Les données pour la Libye sont de 2005, 2010 et 2012

A. Les progrès les importants ont été réalisés dans la santé et l'éducation

142. Les pays d'Afrique du Nord, depuis les années 80, ont fait des investissements publics consacrés au renforcement des capacités des individus, notamment à leur santé, à leur éducation et à leur alimentation. Cette stratégie leur a permis de réduire grandement leur déficit en développement humain. Le rapport sur le développement humain 2013 établit que la Libye, l'Algérie et la Tunisie font partie des 20 pays qui ont le plus fortement diminué leur déficit d'IDH entre 1990 et 2012. Néanmoins, même dans les autres pays de la région, à savoir l'Egypte et le Maroc et dans une moindre mesure, en Mauritanie et au Soudan, l'IDH s'est considérablement amélioré.

143. Sur les 40 dernières années, les progrès les plus importants ont été réalisés dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Les investissements en terme de couverture médicale, de vaccination, d'accès à l'eau et à des sanitaires propres, etc. ont permis un allongement de l'espérance de vie et un recul de la mortalité infantile et maternelle.

Graphique 17: Espérance de vie à la naissance dans le monde par grande région



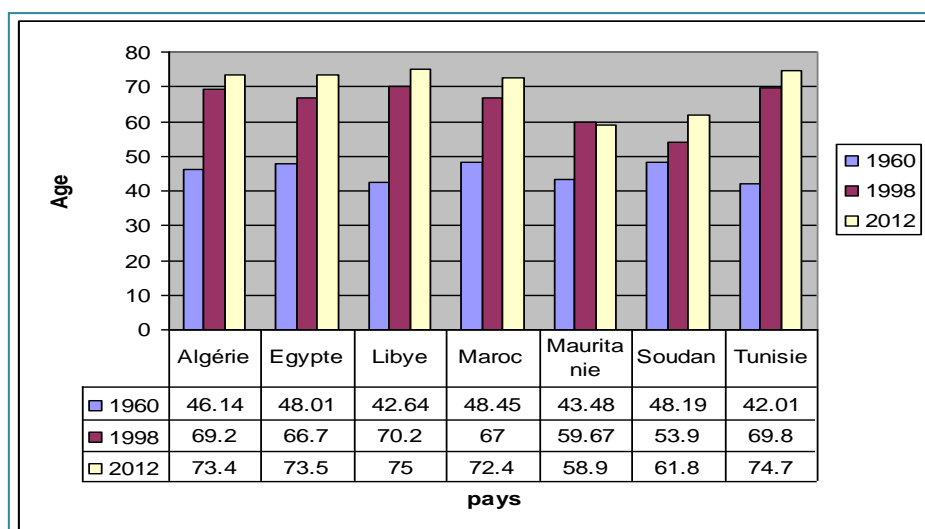
Sources : division de la Population des Nations Unies

B. Afrique du Nord, la région où l'espérance de vie a le plus progressé sur le continent

144. Au vu de ces chiffres, il est indéniable que l'espérance de vie à la naissance dans le monde a augmenté de manière considérable depuis les années 50. Les populations des régions en développement ont vu par ailleurs leur espérance de vie augmenter très nettement et l'écart entre l'espérance de vie des populations des régions développées et celle des régions les plus pauvres a fortement diminué.

145. Pour le continent, c'est en Afrique du Nord que l'espérance de vie a le plus progressé pour passer de 42.4 ans de moyenne en 1950 à 68.3 en 2010, soit un gain de près de 26 ans. L'espérance de vie la plus faible se trouve en Afrique australe (51,9 ans) même si elle a nettement progressé : au début des années 1950, elle était, en Afrique subsaharienne, de 36,2 ans, pour atteindre 52,9 ans en 2010, soit une augmentation de 16,7 années, et de 44.7 en Afrique Australe en 1950 pour attendre 51.9 en 2010.

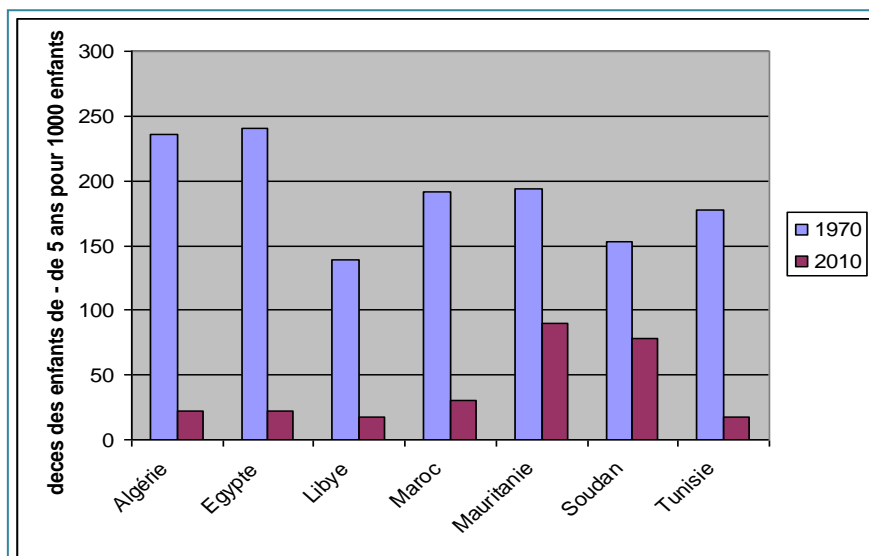
Graphique 18: Espérance de vie à la naissance dans les différents pays



Sources : Banque Mondiale, Rapports sur le développement humain 2000 et 2013 du PNUD

146. Depuis les années 60 et 70, tous les pays ont réalisé des efforts considérables pour améliorer la prise en charge médicale de la population, notamment en généralisant la vaccination pour éliminer ou du moins réduire significativement les maladies transmissibles de masse (poliomyélite, diphtérie, tétanos, coqueluche et tuberculose), en augmentant la couverture et la qualité des services médicaux surtout dans les régions rurales et, enfin en prenant en compte dans la programmation stratégique les besoins spécifiques en matière de protection de la mère et de l'enfant.

Graphique 19: Mortalité infanto-juvénile (de moins de 5 ans pour 1000 enfants)

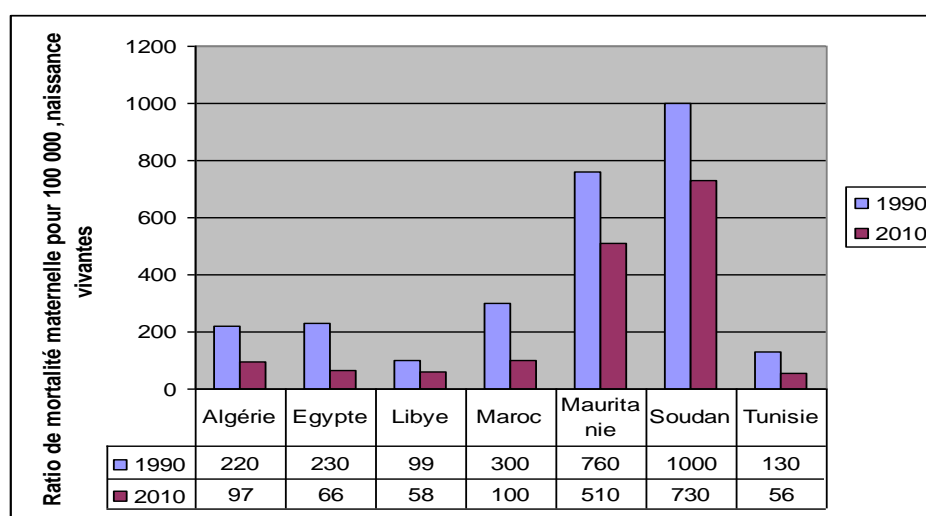


Sources : Données de www.childmortality.org. UN Inter-agency Group for Child Mortality Estimation (UNICEF, WHO, World Bank, UN DESA Population Division).

C. Des gains importants en termes de baisse de la mortalité infantile et maternelle

147. Les progrès réalisés, grâce à tous ces investissements dans la santé des enfants et des mères, ont été très significatifs en termes de baisse de la mortalité des enfants de moins de 5 ans. Dans tous ces pays, exceptés la Mauritanie et le Soudan, même si ces deux pays ont réalisées des avances notables, l'OMD N°4 relatif à la mortalité des enfants sera atteint.

Graphique 20: Ratio de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)



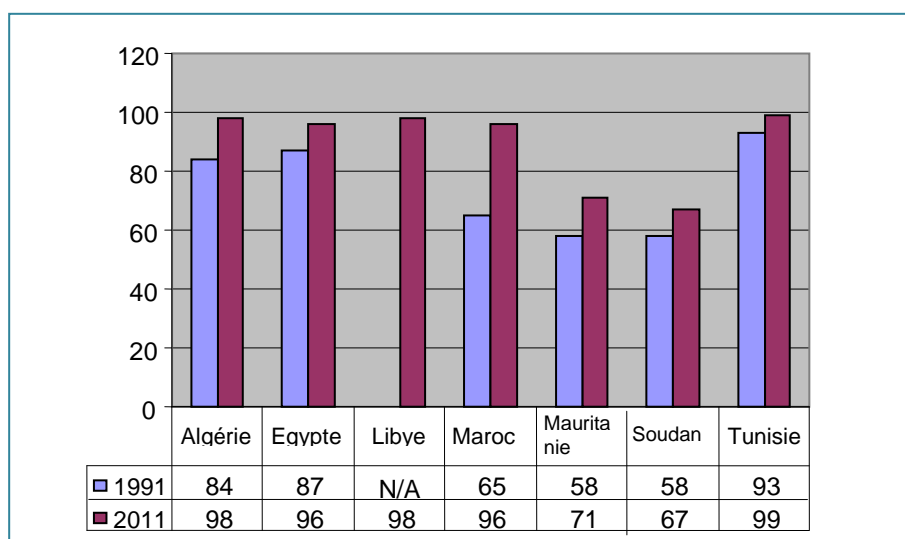
Sources : OMS, Statistiques sanitaires Mondiales 2012

148. Améliorer la santé maternelle est aussi l'un des huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et constitue la mesure la plus courante de la santé maternelle. Bien que toutes les régions en développement aient enregistré des progrès sensibles à cet égard, l'Afrique du Nord a connu la plus forte réduction comparée aux autres sous régions, avec une baisse de près de 60% du taux de mortalité maternelle entre 1990 et 2010. Les deux pays dans lesquels le ratio reste élevé sont la Mauritanie et le Soudan, qui doivent redoubler d'efforts afin de passer sous la barre de 100.

D. L'OMD sur le taux net de scolarisation dans le primaire est atteint avant l'échéance de 2015

149. L'autre progrès important concerne l'éducation et notamment la scolarisation des enfants. La plupart des pays d'Afrique du Nord ont enregistré une progression sensible du taux net de scolarisation dans le primaire et ont déjà atteint ou même dépassé la cible minimum, qui est un taux net de scolarisation de 95 pour cent d'ici à 2015.

Graphique 21: Taux net de scolarisation en %



Sources : Les statistiques de l'UNESCO 2012

150. En plus des investissements physiques, certains pays ont également mis en place un arsenal juridique permettant une meilleure scolarisation des enfants tels que l'enseignement obligatoire et gratuit pour les enfants âgés de 6 à 15 ans. Ces mesures ont permis aussi à ce que la proportion des filles dans l'enseignement augmenté fortement au point d'atteindre la parité au niveau de l'enseignement primaire.

III- Les défis à venir en termes de développement humain et social

151. La région Afrique du Nord a accompli des avancées importantes durant les quarante dernières années : un meilleur accès aux services de santé de base qui s'est traduit par des indicateurs de santé en nette amélioration. La majorité des pays sont en bonne voie pour atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) relatif à la mortalité infantile et maternelle. Toutefois, la transition démographique et le changement des modes de vie font que les pays se trouvent confrontés à de nouveaux défis en matière de santé, avec une *augmentation de la population juvénile et à un début de vieillissement de la population*.

A. Le problème lié à la surcharge pondérale

152. Ainsi, chez la jeune génération, on assiste à un changement de mode de vie (une alimentation et un manque d'exercice qui favorisent l'obésité) qui la prédispose à des maladies chroniques très coûteuses dont les symptômes risquent de se manifester à court et moyen terme.

153. En effet l'obésité constitue l'un des plus grands défis pour la santé publique au 21^e siècle. Il s'agit d'un problème mondial qui affecte de nombreux pays à revenu intermédiaire, en particulier en milieu urbain. La prévalence du surpoids et de l'obésité est en train d'augmenter à un rythme alarmant du fait principalement de deux facteurs.

- L'amélioration du niveau de vie de la classe moyenne et le résultat consécutif en termes de changement de régime alimentaire qui se traduit par une consommation accrue d'aliments très énergétiques à haute teneur en graisses et en sucres;
- Et une tendance à la diminution de l'activité physique en raison de la nature sédentaire de nombreuses formes de loisirs d'intérieur (jeux électroniques), du changement de modes de transport et de l'urbanisation galopante.

Tableau 8 : La prévalence de la surcharge pondérale

Pays	% des enfants de – de 5 ans en surcharge pondéral	% d'adultes de+ de20 en surcharge pondéral	
		Hommes	Femmes
Algérie	13	10	24.3
Egypte	20.5	22.5	46.3
Libye	22.4	21.5	41.3
Maroc	10.7	11	23
Mauritanie	1	4.3	23.3
Soudan	N/A	4.1	8.9
Tunisie	8.8	14	33.4

Sources : OMS , *Statistiques Sanitaires Mondiales 2013*

154. Bien qu'il n'existe pas beaucoup d'études détaillées sur le phénomène, les quelques unes déjà produites dans les pays établissent que c'est un problème qui s'amplifie et qui touche une population de plus en plus jeune. Les femmes sont plus touchées que les hommes par le phénomène.

155. Par exemple en Égypte, selon une étude du Centre national de nutrition réalisée en 2002, 48,5 % des Égyptiennes et 16,7 % des Égyptiens âgés de plus de 20 ans sont obèses. Trente-cinq pour cent de la population (la moyenne mondiale est de 18 %) affiche un indice de masse corporelle²¹ supérieur à 30, ce qui les fait entrer dans la catégorie « obèses ». Au Caire, 56 % des femmes et 21,5 % des hommes (une femme sur deux et un homme sur cinq) de plus de 20 ans sont concernés par le problème, ce qui vaut à l'Égypte de figurer parmi les 20 pays du monde les plus touchés par cette maladie.

²¹ (IMC, obtenu en divisant le poids au carré par la taille en centimètres)

156. Au Maroc selon les chiffres révélés par «du Haut Commissariat au Plan (HCP)²², et concernant la population adulte de 20 ans et plus, 33,7% sont affectés par le surpoids (pré-obésité) et 17,5% présentent une obésité sévère, sachant que les chiffres de prévalence pour les hommes sont respectivement de 28,7% pour le surpoids et de 5,6% pour l'obésité sévère. Au total, ce sont 10,3 millions de marocains adultes, dont 63,1% de femmes, qui sont en situation d'obésité ou de pré obésité, résume le rapport.

157. En Tunisie, l'enquête organisée par l'Institut National de la Santé Publique dans le gouvernorat de Ben Arous en 2006, auprès de 2600 élèves et touchant un échantillon représentatif des écoles de toutes les délégations de la région, a montré que la prévalence de surplus de poids est de 5,7% chez les garçons et 8,7% chez les filles. Alors que la prévalence de l'obésité est de 8,1% chez les garçons et 7,7% chez les filles. *En Tunisie, l'obésité représente un problème de santé puisque une femme sur trois de 35 à 70 ans est considérée comme obèse.*

158. En Algérie, une étude du surpoids, de l'obésité et des facteurs associés au surpoids chez les élèves du cycle moyen scolarisés dans les collèges publics d'EPSP Bouzaréah réalisée en 2011, établit que la prévalence de l'excès pondéral est de 19 %, dont 17% chez les garçons et 22% chez les filles. Une différence significative de la fréquence du surpoids (obésité incluse) entre les sexes a été mise en évidence par cette étude et la fréquence du surpoids-obésité est plus importante chez les garçons âgés de 12 et 13 ans et chez les filles, âgées de 12 à 14 ans.

159. En Mauritanie, le surpoids des femmes associé traditionnellement à la beauté et obtenu par le phénomène de « gavage » est de plus en plus considéré comme l'une des pratiques ancestrales néfastes qui perdure, malgré les multiples campagnes de sensibilisation entreprises depuis plusieurs décennies.

160. Ce phénomène de l'obésité est aujourd'hui de plus en plus perçu par les pays comme un véritable problème de santé publique, et a d'ailleurs fait l'objet de vastes campagnes de sensibilisation par les services sanitaires et sociaux qui ont impliqué divers supports tels les medias, les séminaires, les réunions de groupe ou encore les modules scolaires.

B. Le problème lié au vieillissement de la population

161. Parallèlement, les pays sont confrontés à l'augmentation d'un certain nombre de maladies liées au vieillissement de la population tels que le cancer, l'hypertension artérielle, le diabète, etc..

162. Dans les pays développés, le vieillissement de la population²³ a été un processus long et progressif, par exemple en France, il aura fallu 115 ans (de 1865 à 1980) pour que la proportion de personnes âgées passe de 7 à 17%. Or dans la plupart des pays de la région la proportion des personnes de plus 60 atteindra les 20% en l'espace de 40 ans.

163. Ainsi en 2050, un algérien sur cinq aura plus de 60 ans, soit la même proportion qu'en France aujourd'hui. En Egypte, le phénomène de vieillissement de la population sera moins important comparé aux autres pays de la région à cause de la transition plus tardive de la fécondité mais néanmoins la part des 60 ans ou plus est projetée pour 2030 à 11,4%. Au Maroc, cette frange de la population estimée à 2,7 millions en 2010, passera à 10,1 millions en 2050, année où elle représenterait 24,5% de la population totale alors qu'elle ne constituait que 8,1% en 2010. En Tunisie, selon les projections de l'Institut National de la statistique, la population de 60 ans et plus, approcherait des 20% dès 2035.

164. La revue de la littérature existante sur l'impact socio-économique du vieillissement de la population fait apparaître beaucoup de défis mais dans cette analyse seront retenus les trois impacts considérés comme les plus importants et spécifiques pour les pays de la sous région : l'impact sur la prise en charge et l'équilibre financier du système de la protection sociale et de la retraite, l'impact sur les dépenses de santé et l'équilibre budgétaire et enfin l'impact sur l'équilibre du marché de l'emploi

²² Les cahiers» N° 35 - Mai / Juin 2011

²³ L'accroissement continu de la part de la population des 60 ans et plus dans la population totale.

165. Le vieillissement de la population constituera à moyen et long terme un problème structurel pour les régimes de retraite et de protection sociale en général. Le problème central est relatif à la dégradation du ratio de dépendance ce qui tend à menacer dans un horizon pas très lointain l'équilibre financier des caisses de retraite. En effet, nous avons d'un côté un système productif marqué par un poids relativement important de l'emploi agricole et informel et de l'autre côté une part importante de la population active qui ne cotise pas pour la retraite. Cette situation fera que la population cotisant aux régimes de retraite augmentera à un niveau relativement plus faible comparativement au nombre de bénéficiaires qui augmentera de plus en plus vite du fait du vieillissement de la population. Cette situation aura pour conséquence une détérioration du rapport démographique global des caisses de retraite qui se vérifie déjà -comme au Maroc par exemple où on est passé de 15 actifs pour un retraité en 1980 à 5,8 actifs en 1993 et à 3,9 actifs en 2009.

166. Ensuite, les effets combinés à moyen terme de la surcharge pondérale d'une franche de plus en plus importante de la population et de l'augmentation de la part des personnes âgées dans la population se traduiront par une augmentation des dépenses médicales par tête. Les maladies chroniques qui sont dues au surpoids pondéral et au vieillissement sont en général plus coûteuses que les maladies transmissibles habituelles. Ces deux phénomènes feront que les dépenses de santé seront poussées à la hausse, portant plus de pression sur les budgets des pays déjà confrontés à un ralentissement de l'économie, à un taux élevé du chômage et à de niveaux d'imposition relativement élevés.

167. En ce qui concerne l'impact du vieillissement de la population sur le marché de l'emploi, il est important de considérer trois variables dont l'évolution doit être étudiée sur le moyen et long terme. Ces variables sont la productivité moyenne par tranche d'âge sur le marché de travail, les efforts de formation, aussi bien au niveau initial, avant d'entrer sur le marché de travail, que tout au long de la vie, et enfin le rapport coût du travail par rapport à la productivité.

168. Le constat de départ est déjà assez alarmant du fait que les économies nord africaines ne créent pas assez d'emplois pour absorber tous les jeunes qui arrivent sur le marché du travail. En Afrique du Nord, le taux de chômage des jeunes, reste le plus élevé comparé aux autres régions du monde. Alors que la moyenne mondiale du taux de chômage des jeunes est estimée à 12.7% en 2012, l'Afrique du nord a une moyenne de près de 28%. La situation des femmes sur le marché de l'emploi est encore pire, le taux de chômage des femmes étant pratiquement le double de la moyenne des hommes dans la sous région.

IV- Un taux de Chômage qui reste structurellement élevé

169. Le taux de chômage reste structurellement élevé et la moyenne régionale est estimée pour 2013²⁴ autour de 11%. La région connaît également le taux de participation au marché de l'emploi le plus faible (49%) comparé à la moyenne mondiale (64%) et aux autres régions, telles que l'Union Européenne (60%), Afrique Subsaharienne (70%). Néanmoins, il faut signaler que les pays comme la Libye, la Mauritanie et le Soudan ne disposent pas de données récentes. Il a été également constaté que dans tous les pays, s'est installé depuis la crise économique, un certain découragement d'une certaine frange de la population, notamment les jeunes et les femmes qui ne s'inscrivent plus sur la liste des demandeurs d'emploi ou qui basculent dans le secteur informel.

170. Le principal problème de la région est que les structures économiques insuffisamment diversifiées n'offrent pas de grandes perspectives pour l'emploi. Malgré une croissance que l'on peut relativement qualifier de satisfaisante, le processus de production nationale ne crée pas assez de valeur ajoutée pour soutenir une offre à grande échelle d'emplois de qualité.

Tableau 9: Le taux de chômage en Afrique du Nord (%)

	2011	2012	2013
Monde	5.8	5.9	5.9
Moyenne Afrique du Nord	10,3	11,6	10.9
Algérie	9.8	10	9.8
Egypte	12,4	12.6	13.4
Libye	35 (estimation)	26	25
Mauritanie	35	35	32.5
Maroc	8.9	9.4	9.1
Soudan	15.8	16.2	16
Tunisie	18.9	17.6	15.7

Sources: données pays (enquête annuelle 2013 CEA-AN), Tendances mondiales de l'emploi 2012 ILO et 2012 Perspectives économiques en Afrique, CEA, BAD, OCDE, World Economic outlook, Avril 2012 IMF.

171. En Algérie, selon les statistiques fournies par l'Office national des statistiques (ONS), en 2013, le taux de chômage s'est établi à 9,8%, avec une baisse continue du taux chez les universitaires qui est passé de 21,4% à 15,2% entre 2010 et 2012 pour atteindre 14,3% en 2013. Le chômage touche toujours les universitaires et plus particulièrement les diplômés de l'enseignement supérieur, en dépit d'une baisse continue, notamment grâce aux différents dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes diplômés mis en place par le gouvernement. Néanmoins le chômage des jeunes notamment dans le sud du pays qui est à l'origine de tensions reste préoccupant.

172. Selon les chiffres officiels, le taux de chômage en Égypte avoisinerait les 13,4% pour la fin 2013. Chez les jeunes, les données parlent d'un taux de 30%, les femmes sont créditées de 25 %, alors que les demandeurs d'emplois hommes enregistrent un taux de 9%. L'instabilité politique persistante a miné les flux de capitaux générés par le tourisme et les investissements directs étrangers. La croissance économique est restée en berne, aux alentours de 2 % pour 2012 et 2013.

173. En Libye, la reprise de la production et de l'exportation d'hydrocarbures, devait donner au pays les moyens de reconstruire son économie et donc d'offrir plus d'opportunités d'emploi à la population. Il est cependant capital de former la main d'œuvre afin d'améliorer ses compétences et en même temps promouvoir le développement du secteur privé par des incitations appropriées. C'est le secteur privé, à travers les différents secteurs productifs qui peuvent naître de la diversification du secteur des hydrocarbures, qui pourra durablement absorber la demande d'emplois. Aujourd'hui, les jeunes visent principalement le secteur public, et la politique des salaires élevés pratiquée dans le secteur public risque de créer des distorsions sur le marché du travail. Le taux de chômage, selon les chiffres officiels, serait de 25%, et de 30% chez les jeunes de moins de trente ans.

174. Le taux de chômage au Maroc a baissé à 9,1% au 3ème trimestre 2013 contre 9,4% à la même période de 2012, soit un léger recul de 0,3 point, selon les chiffres du Haut Commissariat au Plan.. Les baisses les plus importantes ont concerné le chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans, dont le taux est

²⁴ Les tendances mondiales de l'emploi 2013. BIT

passé de 20% à 19,1% et celui des diplômés dont le taux est passé de 17,2% à 16,5%, toujours au 3ème trimestre 2013. L'analyse des principales caractéristiques de la population active en chômage révèle que quatre chômeurs sur cinq (80,9%) sont citoyens, près de deux sur trois (62,7%) sont âgés de 15 à 29 ans, un sur quatre (26,5%) est diplômé de niveau supérieur.

175. Bien qu'on ne dispose pas de données récentes sur le marché de l'emploi en Mauritanie, l'Office National de la Statistique estime toutefois que le taux de chômage actuel se situe autour de 32%²⁵. Le taux de chômage des jeunes dépasse la moyenne nationale et est estimé à 66,7% pour les jeunes femmes et 44,1% chez les jeunes hommes. La Mauritanie, malgré un taux de croissance de plus de 7 % en 2012, d'une politique budgétaire stable et d'une inflation relativement maîtrisée, n'arrive pas à poser les bases d'une économie productive et créatrice d'emplois à partir de ses ressources minérales et halieutiques. La situation reste caractérisée par une forte pauvreté et un chômage élevé, même si le pays a fait des efforts pour revaloriser les pensions de retraite et les salaires de l'administration. Le lancement de la Zone Franche de Nouadhibou qui dispose d'un potentiel économique prometteur en termes de ses ressources halieutiques et minières pourrait permettre une création d'emploi intéressante en nombre et en qualité.

176. Le Soudan ne dispose pas de données récentes sur le marché de l'emploi. Les estimations du FMI établissent un taux de chômage autour de 16%, un chiffre qui paraît sous-estimé compte tenu de l'impact de la baisse de près de 75% des recettes annuelles des hydrocarbures, depuis 2012, au bénéfice du Soudan du Sud. Le pays tablait sur ces recettes pour soutenir sa croissance, et a été obligé en 2013, d'ajuster ses dépenses publiques, notamment sa politique sociale en réduisant les subventions des produits de base alimentaires et pétroliers

177. En Tunisie, le taux de chômage, pour la fin de l'année 2013, s'établit à 15.7 %, en baisse de 0.2 points par rapport au deuxième trimestre 2013. Le taux de chômage est estimé à 13.1 % chez les hommes et 22.5 % chez les femmes, contre 13.3 % et 23.0 au deuxième trimestre 2013. Le taux de chômage reste élevé en Tunisie car la croissance, du fait de l'incertitude politique, reste insuffisante pour permettre un recrutement de masse du secteur privé. Le pays a essayé de remédier au chômage des jeunes par une campagne de recrutement dans le secteur public. Le potentiel réside toutefois dans le secteur privé, surtout des services (tourisme par exemple), le pays disposant d'atouts indéniables, dans ces secteurs.

²⁵ Selon les sources nationales, il a été inqué du'une étude du BIT menée en 2012 a montré que le taux de chômage est de 10,1%

V- L'évolution des inégalités

A. Les inégalités liées au sexe

1. La participation des femmes au marché de travail

178. Malgré les avancées considérables qu'ont connues les femmes nord africaines en matière d'éducation et de santé, elles souffrent encore d'une inégalité de traitement quand il s'agit de participer à la vie économique et à la prise de décision. Réduire les inégalités liées au sexe constitue donc l'un des défis majeurs de la sous région.

Tableau 10: Taux d'activité par sexe, en Afrique du Nord (en %)

	2011	2012	2013
Moyenne du monde pour les femmes	51.4	51.2	51.1
Moyenne Afrique du Nord	48.8	48.8	48.9
Hommes en Afrique du Nord	74.1	74	74.3
Femmes en Afrique du Nord	23.8	24	24.2

Source: IMF World Economic outlook, April 2013, BIT : Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2013).

179. Les femmes de la région, comparées aux hommes mais également aux femmes des autres régions du monde, participent peu au marché du travail. Les hommes ont un taux d'activités (74.3%) trois fois plus élevé que celui des femmes (24.2). La moyenne mondiale (51,1%) pour la participation des femmes au marché de travail est plus que le double comparée à la moyenne de la région.

Tableau 11: Le taux de participation au marché de travail par sexe en %

Pays	Hommes	Femmes
Algérie	69.5	16.6
Egypte	77.3	22.5
Libye	N/A	N/A
Mauritanie	74	34.4
Maroc	72.2	26.2
Soudan	79	19.7
Tunisie	74.9	25.1

Sources: données pays (enquête annuelle 2013 CEA-AN), Tendances mondiales de l'emploi 2012 ILO et 2012 Perspectives économiques en Afrique, CEA, BAD, OCDE, World Economic Outlook, April 2012 IMF.

180. Les femmes sont doublement pénalisées sur le marché de travail. En effet non seulement elles participent peu mais sont également les plus touchées par le chômage, leur taux de chômage est pratiquement le double de la moyenne des hommes dans la sous région.

Tableau 12: Le taux de chômage par sexe en %

Pays	Hommes	Femmes
Algérie	8.3	16.3
Egypte	9.9	25.1
Libye	N/A	N/A
Mauritanie	25.2	47.3
Maroc	9.0	9.6
Soudan	11	24
Tunisie	13.1	22.5

Sources: données pays (enquête annuelle 2013 CEA-AN), Tendances mondiales de l'emploi 2012 ILO et 2012 Perspectives économiques en Afrique, CEA, BAD, OCDE, World Economic outlook, April 2012 IMF,

181. Cette situation reflète principalement les traditions culturelles et la difficulté pour les femmes de combiner travail et obligations familiales. Malgré tout l'arsenal juridique et institutionnel qui prône l'égalité des chances, à la base la contribution économique des femmes n'est pas traditionnellement valorisée et c'est la nécessité d'un deuxième revenu dans le ménage qui pousse les hommes à accepter que la femme travaille et non son autonomisation ou sa contribution à l'économie nationale. La pensée dominante est que les femmes doivent rester à la maison surtout dès qu'elles sont mariées et ont des enfants. Ensuite, dans la mentalité de beaucoup d'employeurs, les femmes n'arrivent pas à faire le cloisonnement entre leur vie familiale et leur vie professionnelle et de ce fait auront beaucoup d'absentéisme du fait de leurs responsabilités familiales et maternelles.

2. Le pourcentage des sièges parlementaires détenus par des femmes

182. La proportion des sièges parlementaires détenus par des femmes est un bon indicateur pour montrer les inégalités liées au sexe par rapport à la prise de décision. Selon les données publiées par l'Union interparlementaire à partir d'informations fournies par les parlements nationaux jusqu'au 1er novembre 2013 et qui classent 188 pays par ordre décroissant du pourcentage de femmes dans les parlements, l'Algérie est en tête des pays de la sous région avec un pourcentage de 31% des sièges détenus par les femmes, suivie par la Tunisie (26.7%), le Soudan (24.6%), la Mauritanie (20.9%), le Maroc (17%) et la Libye (16.5%).

183. En Egypte le pourcentage de femmes parlementaires était passé de 12,7% à un peu moins de 2% avec le parlement de 2012 qui a été dissout en juillet 2013.

184. Dans les différents pays de la région qui ont connu des soulèvements populaires ayant entraîné un changement de régime, les femmes ont activement participé à ces mouvements et ont même souvent payé le prix fort pour leur engagement : arrestations, harcèlements sexuels, meurtres, etc...Néanmoins, le cas de l'Egypte nous montre que le changement démocratique ne signifie pas automatiquement pour les femmes une meilleure participation à la vie politique et qu'il y a donc un besoin de rester vigilants afin que ce processus démocratique ne soit pas porteur d'une aggravation des inégalités liées au sexe.

185. En Tunisie, les négociations sur la nouvelle constitution ont été longues et parfois houleuses, mais la participation active de toutes les composantes de la société et notamment des femmes ont permis l'adoption d'une constitution considérée la plus avancée en termes d'égalité entre les hommes et les femmes.

La nouvelle Constitution tunisienne consacre le principe d'égalité et comporte le plus de garanties pour les droits des femmes. Ainsi, c'est la première fois qu'un pays arabe et musulman inscrit dans sa loi fondamentale qu'hommes et femmes ont les mêmes droits et les mêmes devoirs: " les citoyens et les citoyennes, sont égaux en droits et devoirs. Ils sont égaux devant la loi sans discrimination aucune", est-il écrit dans l'article 20. Fruit d'un laborieux consensus, l'article 20 représente un progrès par rapport à la Constitution de 1959 , restée muette sur la question.

L'article 45 confirmant lui aussi l'égalité entre l'homme et la femme dispose également que " *L'Etat garantit les droits acquis des femmes et travaille à les soutenir et les développer [...]. L'Etat garantit l'égalité des chances entre les femmes et les hommes [...] et prend les mesures nécessaires pour éliminer les violences faites aux femmes* ".

L'article 46, consacré plus particulièrement aux droits des femmes, inscrit dans la Constitution la protection des acquis de la femme, le principe de parité et la lutte contre les violences faites aux femmes. Par ailleurs, , l'article 40 affirme le droit au travail et stipule que « *tout citoyen et toute citoyenne ont le droit au travail dans des conditions décentes et à salaire équitable* » .

Au chapitre de la parité, dans son article 34, la Constitution oblige l'Etat à garantir la représentativité des femmes dans les assemblées élues. Ceci représente une innovation de taille dans le monde arabo-musulman puisqu'il spécifie clairement les obligations de l'État à ce sujet.

B. Les inégalités régionales

186. Les inégalités entre les régions au sein du même pays constituent un autre grand problème qui freine les progrès sociaux et qui montre que les bénéfices de la croissance ne sont pas répartis équitablement. Les différences de développement entre les régions riches, souvent métropolitaines centrales, dynamiques et qui concentrent les activités économiques et les régions pauvres, en général périphériques et rurales sont telles qu'elles pointent du doigt les limites du modèle de développement.

187. En Algérie, la couverture en personnel médical bien que jugée satisfaisante sur le plan national, comparativement à beaucoup de pays de même niveau de développement, connaît de grandes disparités régionales allant de 0,81 médecin pour 1 000 habitants dans le Sud-est à 1,52 médecin pour 1 000 habitants, ou presque deux fois ce chiffre, dans le Centre du pays surtout pour le corps des spécialistes. Ces inégalités s'expliquent par le fait que les médecins ne sont pas disposés à s'installer dans les régions rurales et/ou enclavées et se concentrent surtout dans les milieux urbains où les infrastructures et les services sont en général meilleurs. Ces mêmes disparités se vérifient aussi dans l'éducation avec des taux de réussite au baccalauréat en 2013, allant de 60,95% à Tizi Ouzou à 28,05% à Adrar, en passant par 44,92% pour la wilaya de Laghouat.

188. En Egypte, 66% des populations les plus pauvres et 95% des villages les plus démunis sont situés en Haute-Egypte, alors que la région ne concentre que 40 de la population totale.

189. Au Maroc, on distingue les zones côtières, économiquement plus dynamiques, qui sont moins touchées par la pauvreté contrairement aux zones montagneuses et les régions arides du sud qui regroupent la plupart de la population vivant sous le seuil de pauvreté. Rien que la région du Grand Casablanca qui ne représente que 0,23 % du territoire national accueille 15 % de la population totale, et contribue à hauteur de 30% au PIB national.

190. En Mauritanie, la pauvreté se concentre dans les régions rurales du sud, où se pratique l'agriculture pluviale. Dans ces régions, plus de la moitié de la population est classée dans la catégorie des pauvres: 62% dans le Guidimaka, 64% dans le Brakna, 67% dans le Gorgol et 69% dans le Tagant.

191. La révolution tunisienne avait germé du chômage des jeunes et des inégalités régionales. En effet, il a été constaté que de 2000 à la période de la révolution, l'amélioration de la situation nationale (puisque selon les chiffres fournies, la prévalence de la pauvreté est passée de 32,4% en 2000 à 15,5%

en 2010) a masqué un écart entre les régions de l'intérieur par rapport au reste du pays, écart qui s'est fortement accentué durant toute la décennie. Dans le même ordre d'idées, une étude²⁶ montre que la pauvreté, l'accès à l'emploi et aux filières les plus recherchées de l'université restent largement conditionnés par les questions d'appartenances régionales. Elle a mis en évidence qu'au cours de leur scolarité, tous les enfants de Tunisie ne partent pas avec les mêmes chances de départ. Une réelle fracture sépare les côtes des régions délaissées de l'intérieur, même au niveau de l'éducation. Sur les 1441 bacheliers orientés en 2010 vers les filières médicales (médecine, pharmacie, médecine dentaire) 206 proviennent du gouvernorat de Tunis, 197 du gouvernorat de Sfax, 150 de l'Ariana, 119 de Sousse et 111 de Monastir. A l'autre bout, la part de Tataouine n'est que de 3, celle de Zaghouan de 4, celle de Siliana de 7, celle de Tozeur de 8 et celle de Kebili 9.

VI- Politiques et stratégies de développement social pour 2014

192. Les politiques et programmes sociaux adoptés en 2013 et les mesures planifiées pour 2014 sont en général destinés à relancer la croissance afin de promouvoir l'emploi, surtout des jeunes, à préserver le pouvoir d'achat et la couverture sociale de la population.

193. Le budget national pour 2014 adopté par le gouvernement algérien s'élève à 4714,4 milliards de DA et maintient les principales orientations définies dans le Programme de développement quinquennal 2010-2014. Les secteurs sociaux tels que l'éducation, la santé et l'emploi font partie des cinq plus grandes dotations budgétaires. Dans le top 10 des ministères les mieux dotés, se trouve également celui de la Famille et de la Solidarité qui prend en charge les politiques de transferts et aides sociaux.

194. Les dépenses d'équipement ont également augmenté (+15,6%), notamment en faveur des infrastructures économiques et de l'accès à l'habitat qui occupe une place croissante. En Algérie il y a une augmentation massive des besoins en logements urbains qui est imputable à la conjonction de deux phénomènes, une croissance démographique importante et une forte urbanisation. Le nombre moyen de personnes par logement occupé apparaît ainsi particulièrement élevé avec 6,4 personnes par logement en Algérie, contre 4,06 au Maroc et 4,33 en Tunisie.

195. L'Égypte, toujours en transition politique, avait adopté un budget national s'étalant du 1er juillet 2013 au 30 juin 2014. Selon le rapport financier publié par le ministère des Finances, l'exécution de ce budget est perturbée par la situation politique qui a un impact sur les recettes prévues. Le budget de l'exercice 2013/2014 prévoit néanmoins un ensemble de mesures sur les deux chapitres recettes et dépenses avec pour objectifs une plus juste redistribution des excédents de l'économie et une maîtrise du déficit budgétaire. En termes de recettes, l'objectif est d'accroître l'équité du système notamment en élargissant la base d'imposition sans ajouter un surcroît de charge sur le contribuable actuel. Le gouvernement intérimaire projette de faire baisser le déficit budgétaire à 9,1% cent du PIB dans le budget fiscal 2013/2014, contre 13,8% pour l'exercice 2012/13. Une telle réduction passe nécessairement par une rationalisation des dépenses des subventions à l'énergie afin de mieux cibler les personnes à faible revenu, en dépit de la difficulté à mettre en œuvre une telle réforme dans le contexte politique et économique actuel.

196. En 2013 et 2014, la Libye avait planifié un budget de 51,2 milliards de dollars US dont 31% étaient consacrés aux salaires des employés du secteur public, 16 % aux subventions et 28 % au développement et à la reconstruction. Par rapport aux budgets d'avant la révolution, la nature des dépenses du gouvernement est aujourd'hui beaucoup plus axée sur le développement. Dans l'ensemble, près de la moitié du budget national est orientée vers le bien-être social et la reconstruction. Une enveloppe de 15 milliards de dollars a été consacrée à des projets de développement et aux efforts de reconstruction en 2013. Les secteurs prioritaires pour le cycle 2013-2015 sont les infrastructures de base, les hydrocarbures, les services publics, le logement et les transferts sociaux. Pour améliorer le système, le gouvernement a lancé un nouveau système de numéro d'identification national et prévoit de remplacer les subventions sur les biens par des transferts directs en espèces.

²⁶ «Les inégalités régionales et sociales dans l'enseignement supérieur», de Mohamed Hédi Zaiem, Professeur à l'Université de Carthage et ancien Président du Comité National d'Évaluation de l'enseignement supérieur.

197. La loi de finances du Royaume de Maroc pour l'année 2014 porte sur un total des charges qui s'établit à plus de 367,20 milliards de dirhams (MMDH) contre plus de 358,20 MMDH en 2013, soit une augmentation de 2,51%, alors que les ressources devraient atteindre environ 335,18 MMDH en 2014, en baisse de 3,1% par rapport à 2013. Parmi les priorités de ce budget, se trouvent le développement de l'économie sociale et solidaire, le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux très petites entreprises (TPE), le renforcement des infrastructures de base ainsi que la qualification des ressources humaines. Ce budget accorde également une attention particulière à la promotion de l'emploi à travers les programmes de promotion de l'emploi et à l'auto emploi à travers l'appui aux très petites entreprises et aux activités génératrices de revenu). Le gouvernement s'est fixé également comme objectif de réduire le déficit en logements de moitié à l'horizon 2016.

198. Le projet de loi de finances 2014 de la Mauritanie s'établit en recettes et en dépenses à la somme de 429 738 532 400 Ouguiyas, enregistrant une augmentation de 6,80% en valeur relative par rapport au budget rectificatif de l'année 2013 (402 359 297 800) Ouguiyas. La Mauritanie, en accord avec les recommandations des institutions de Bretton Woods, va consentir un effort important pour les règlements prévus au titre de l'amortissement de la dette extérieure publique afin de rendre la dette nationale plus soutenable, des dépenses d'investissement (9,09%) pour l'amélioration des infrastructures de base et des activités prioritaires en matière de lutte contre la pauvreté et de création d'opportunités d'emplois. Le budget a connu une légère hausse du fait également de la nécessité de prévoir les charges liées au processus électoral pour la présidentielle qui aura lieu dans le courant de 2014.

199. Au Soudan les priorités définies pour le budget 2014 de 46.2 milliards de livres soudanais, sont d'accroître la production et l'exportation, de rétablir la stabilité économique et enfin de maintenir le pouvoir d'achat de la population. C'est pour cette raison que le nouveau budget ne comprend pas de nouvelles taxes ou d'autres hausses de prix et prévoit que 64% de l'épargne acquise par la levée des subventions aux combustibles seraient attribués à l'augmentation des salaires et traitements et à des subventions sociales, notamment en faveur des familles pauvres, la santé, l'assurance maladie et les étudiants. En septembre 2013, le gouvernement soudanais a lancé un plan d'austérité qui comprend la levée des subventions aux combustibles dont les prix avaient doublé.

200. En Tunisie le budget de l'Etat pour 2014 va atteindre 28.125 millions de dinars (MD), avec une hausse par rapport à 2013 qui a été limitée à 2,3% contre 18% et 12% respectivement pour 2012 et 2013. Pour parvenir à ce résultat, les dépenses de gestion, relatives aux salaires et aux subventions ont été comprimées alors que celles du développement ont été augmentées de 17%. L'objectif est de soutenir l'investissement public afin d'améliorer la compétitivité de l'économie et de renforcer le capital humain d'une part et de rationaliser les dépenses de fonctionnement d'autre part, sans affecter sensiblement le bien être de la population surtout des classes les plus fragiles. La Tunisie avait consenti un grand effort en 2013 pour essayer de maintenir le niveau de vie de la population. En effet, le volume de la subvention énergétique a été augmenté de 48% par rapport aux valeurs initialement prévues à cause de la hausse des prix du pétrole et de la dépréciation du dinar par rapport au dollar. Des augmentations de salaire ont été consenties à certains corps de l'administration publique comme les enseignants. Ces surcharges de dépenses en termes de salaires et subventions, importantes pour maintenir le niveau de vie de la population, seront toutefois difficiles à tenir à court et moyen terme en raison des chocs exogènes et des perturbations actuelles de l'économie générées par les tensions politiques et sociales.

201. Dans tous ces pays, le rôle de la société civile s'accroît progressivement et elle se positionne comme un partenaire incontournable des pouvoirs publics. La société civile accompagne l'action de l'état principalement dans les secteurs de la lutte contre la pauvreté, du développement social, et des échanges solidaires et du renforcement de la démocratie et de la bonne gouvernance. Elle s'organise et se professionnalise de mieux en mieux et s'inscrit au cœur des débats publics avec une conscience citoyenne plus aiguë. Le résultat est que désormais tous les pays associent les représentants de la société civile à l'élaboration des politiques publiques du développement et les expériences récentes dans le cadre des consultations nationales pour l'agenda de développement post 2015 en sont les preuves.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

202. La persistance d'une instabilité régionale combinée au ralentissement de l'économie mondiale ont eu pour conséquence un ralentissement de la croissance économique de la sous-région dans son ensemble. La croissance annuelle moyenne estimée pour l'Afrique du Nord s'est établie à 2,5% en 2013, comparativement à 6,6 % en 2012. Les sources de cette croissance varient d'un pays à l'autre. De manière globale, la demande domestique y a beaucoup contribué en 2013, alors que le ralentissement de la croissance mondiale a fortement contribué à affaiblir la demande extérieure adressée à la sous-région, notamment en provenance de l'Europe.

203. Le redressement de la croissance mondiale au 4e trimestre et une diminution attendue des facteurs d'instabilité politique dans la région laissent entrevoir des perspectives favorables pour l'Afrique du Nord, avec une croissance qui devrait s'établir à 4,2% en 2014. Le principal défi à court terme auquel devront faire face les pays de la sous-région est lié aux marges budgétaires limitées pour soutenir et consolider cette croissance. La capacité à mener des politiques macroéconomiques anticyclique afin d'atténuer l'impact de la volatilité du prix des produits de base et des entrées de capitaux reste en effet limitée et la question de la mobilisation des sources de financement de l'économie demeure toujours d'actualité.

204. L'impact de l'environnement extérieur s'est également fait sentir au niveau des IDE avec une baisse de 1,8 % en 2013, à environ 14 milliards \$ US. Cependant, l'investissement domestique a pour sa part augmenté. Cette amélioration serait une des conséquences des réformes en cours en matière d'environnement des affaires et de stabilité macroéconomique dans les pays nord africains.

205. Comme pour le reste des agrégats, le ralentissement global a affecté les échanges extérieurs. A 171,3 milliards de dollars contre 197,6 milliards en 2012, les exportations de la sous-région ont accusé en 2013 une baisse de 13,3%. Cette contreperformance résulte principalement d'un recul de 38% des exportations libyennes et dans une moindre mesure d'un repli de 5,1% de celles de l'Algérie. La production libyenne, qui avait enregistré en 2012 un rebond massif de 348% après la crise politico-militaire de 2011, s'est de nouveau contractée à 0,9 millions de barils/jour contre 1,3 en 2012, corollaire de la persistance de problèmes sécuritaires qui affectent directement la chaîne de production et de transport des hydrocarbures bruts. Dans le cas de l'Algérie, la baisse des exportations résulte des effets conjugués d'un tassement de la production de pétrole (à 1,1 millions b/d) et de la baisse des cours du brut, de 111,9 à 108, 5 dollars le baril.

206. Pour l'ensemble régional, le déficit de la balance des marchandises s'est creusé de 307,5%, passant de 10,6 milliards USD en 2012 à 43,2 milliards en 2013, en raison d'une part, de la forte contraction des excédents de la Libye (- 70,6%) et de l'Algérie (- 34,1%) et d'autre part, du maintien à un haut niveau des déficits de l'Egypte (-34 milliards) et du Maroc (-22 milliards). Si l'on exclut les hydrocarbures bruts, l'offre régionale reste largement inférieure à la demande, ce qui traduit la faiblesse structurelle des systèmes productifs et l'impératif d'une politique de diversification plus volontariste.

207. Les autres fondamentaux du secteur extérieur de l'Afrique du Nord sont restés globalement inchangés : prépondérance des hydrocarbures et autres produits de base dans la structure des exportations de la plupart des pays, indice de diversification des exportations très en deçà de la moyenne des économies en développement, dépendance forte aux importations de produits alimentaires, prédominance du partenaire européen dans le commerce extérieur des Etats, part marginale du commerce intra-régional et intra-africain.

208. Pour renforcer les perspectives positives annoncées pour 2014 et accélérer la croissance économique afin d'en faire un véritable levier de la transformation structurelle des économies d'Afrique du Nord, il est recommandé :

- une issue positive rapide des transitions politiques encore en cours dans certain pays, et/ou une consolidation des acquis, le retour à la stabilité institutionnelle et le rétablissement d'un climat de confiance pour les investisseurs, au travers de réformes ambitieuses de l'environnement des affaires et de stimulation de l'entrepreneuriat, le rythme de création d'entreprises, en Afrique du Nord, étant plus lent que dans les autres régions du monde. Des mesures spécifiques visant à accroître le taux d'activité des femmes et à leur permettre de contribuer à l'activité économique par un travail rémunéré peuvent contribuer significativement à améliorer notablement les perspectives de croissance à moyen terme.
- un plus grand dynamisme du secteur manufacturier, à la fois par un élargissement de l'offre de biens et services et une montée en puissance des industries à plus forte valeur ajoutée ; l'Afrique du Nord disposant à cette fin de plusieurs atouts stratégiques dont sa situation géostratégique, les perspectives de croissance à moyen terme du Continent africain et le potentiel non encore valorisé de son marché intra-régional.
- une plus grande diversification des structures de production afin d'augmenter la valeur ajoutée créée au niveau national et d'offrir ainsi davantage de perspectives en terme d'emplois de qualité. A ce titre la dimension RD et innovation est crucial dans le processus de diversification et sophistication de l'appareil productif, en vue de la création d'emplois de qualité. La facilitation de la concurrence et l'entrée des entreprises sur le marché, peut contribuer à stimuler l'entrepreneuriat et l'innovation. La réduction des formalités exigées pour créer une entreprise et l'assouplissement des restrictions à l'investissement encouragerait en outre les entreprises internationales, régionales et nationales à d'avantages d'interactions favorisant ainsi les transferts de connaissance et l'incitation à l'innovation.
- Une forte amélioration de l'accès aux moyens de financement et diversifier les offres et produits de financements sont aussi des moyens importants pour permettre au secteur privé, surtout lorsqu'il est composé en grande majorité de PME, à de prendre progressivement la relève des pouvoirs publics dans les efforts de diversification économique.
- une accélération de la diversification des partenaires commerciaux extérieurs, avec deux priorités complémentaires -l'Afrique du Nord et le reste du continent, pour de réduire significativement la vulnérabilité aux chocs induits par des ralentissements chez les principaux partenaires;
- l'approfondissement de l'intégration régionale. A ce titre, il est fortement souhaitable d'inverser la tendance qui veut que les articles manufacturés, dans leur ensemble ont une place de moins en moins importante dans le commerce intra-maghrébin ; comme le montre l'expérience d'autres groupements régionaux, le marché régional est un puissant levier de transformation structurelle des économies, notamment au travers de la mise en place de chaînes de valeurs régionales ;

209. La question de la soutenabilité des finances publiques appelle une réforme en profondeur des systèmes de subvention. Leur rationalisation passe par une maîtrise et une réduction des transferts et subventions. Le premier poste visé est le système de subvention généralisé des produits alimentaires et énergétiques, pratiqué à travers les caisses de compensation et qui pèse lourdement sur les budgets nationaux.

210. Cette question est socialement très sensible puisque l'action principale préconisée est la réduction des subventions des produits de large consommation, avec comme conséquence une augmentation de leur prix. Un certain nombre d'expériences, notamment en Amérique latine ont toutefois montré que les systèmes de subvention généralisés pouvaient être remplacés par des mécanismes de transferts directs, beaucoup moins coûteux pour les finances publiques et nettement plus efficaces en matière de lutte contre la pauvreté et la précarité.

211. Dans les mécanismes de transfert direct d'argent, la méthode de ciblage généralement utilisée est l'approche monétaire, considérant comme pauvres les individus ou les ménages dont le revenu se situe en dessous d'un certain seuil. Ceci engendre au moins deux défis majeurs:

- Celui de l'efficacité et de la pertinence du système, qui sont tributaires de la fiabilité et de la mise à jour régulière des données ; les opérations de ciblage requièrent en effet un travail préalable de collecte de données sur les revenus des ménages qui soit complet et précis.
- Et celui de la gouvernance et du suivi du système. Les responsabilités liées à la détermination de qui est pauvre, du montant des transferts et de la mise en œuvre sont partagées entre le pouvoir central, les régions, les municipalités et les villes. Cette multiplicité des responsabilités peut entraîner un chevauchement des compétences et un manque de transparence qui peuvent nuire à l'efficacité du système.

212. Par ailleurs, la réforme des systèmes de subvention passant par un meilleur ciblage des bénéficiaires et des mécanismes plus affinés de gouvernance, il sera nécessaire de renforcer l'appareil statistique pour la production d'une information plus fine et de meilleure qualité.

213. En termes de développement humain, les pays ont réalisé des progrès importants, surtout dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Néanmoins, depuis les années 2005, la réduction des déficits en développement humain commence à marquer le pas et montre les limites du modèle de développement qui était majoritairement axé sur les investissements dans les composantes de l'IDH non liées au revenu et au secteur économique, telles que la santé et l'éducation. Le taux de croissance, relativement élevé, n'a pas permis une expansion massive et rapide de l'emploi, contrairement en Asie où les pays tels que la Malaisie, la Thaïlande, l'Indonésie et le Viet Nam ont eu, entre 1990 et 2012, des taux de croissance qui ont permis des taux élevés de création d'emplois stables et bien rémunérés.

214. La question de l'emploi reste donc centrale dans les préoccupations des politiques de développement. Il est nécessaire de passer par des politiques économiques pragmatiques destinées à créer des emplois stables et bien rémunérés, et renforcer ainsi le lien vertueux entre croissance économique et développement humain. De même, des politiques sociales avec des mesures de répartition équitable et une distribution plus égale des bénéfices de la croissance doivent prendre le relais afin de lutter contre les autres problèmes de la sous région que sont les inégalités liées au sexe, à l'espace et plus globalement celles relatives aux opportunités.

215. Du côté de l'offre de travail, il existe également un défi majeur lié à l'inadéquation entre la demande du marché de l'emploi et la qualité ainsi que la pertinence de l'enseignement et de la formation reçue. Un pourcentage élevé des chômeurs est constitué d'un nombre de plus en plus élevé de nouveaux diplômés de l'enseignement supérieur, alors qu'il existe d'importants besoins de compétences non satisfaits au niveau des employeurs. Il est donc important de revoir la pertinence des systèmes et mécanismes d'information sur le marché de l'emploi.

216. Par ailleurs, la transition démographique des pays Nord africains associée à l'amélioration du niveau de la santé, se traduit par un début de vieillissement de la population. Les pays commencent à en subir mesurer l'impact dans trois domaines: la prise en charge et l'équilibre financier des régimes de retraite, les dépenses de santé et l'équilibre du marché de l'emploi.

217. La dégradation du ratio de dépendance, c'est-à-dire le nombre d'actifs pour un retraité a tendance à diminuer et à terme, compromettra l'équilibre financier des caisses de retraite. Au delà de la prise en charge des seniors et de la nécessaire réforme du système des retraites, ce phénomène démographique fait peser également un problème de santé publique à plusieurs niveaux.

218. L'augmentation *des* maladies chroniques (cancer, hypertension artérielle, diabète,...) dues au vieillissement, ainsi que les maladies liées aux questions de surcharge pondérale -qui touchent plus les jeunes et les adultes actifs, sont très coûteuses pour la collectivité, toutes choses qui tireront vers la hausse les dépenses de santé, portant ainsi plus de pression sur les budgets des pays.

219. Relativement à l'impact du vieillissement de la population sur le marché de l'emploi, il est important de considérer trois questions fondamentales : comment va évoluer la productivité du travail? Quelle sera l'incidence du vieillissement de la population sur les niveaux de compétence et de savoir faire du capital humain (transfert intergénérationnel du savoir faire et des compétences) ? Et enfin quelle sera l'incidence sur l'évolution du coût du travail par rapport à la productivité ?

220. Bien entendu, chaque pays de la sous région fait face à de nombreux défis qui lui sont propres. Pour cette raison, le bureau Afrique du Nord de la CEA développera à l'avenir des « profils pays » qui permettront d'avoir un suivi régulier et systématique d'un certain nombre de questions relatives à ces défis. Pour la CEA, l'objectif principal de ces profils pays est de fournir un nouveau moyen pour produire et diffuser des analyses et des recommandations pour la transformation économique qui favorisera la croissance durable et le développement social de ses Etats membres. Ces analyses et recommandations tendront également à renforcer l'intégration régionale, la planification du développement et de la gouvernance économique; et à accompagner les décideurs dans l'atténuation des risques potentiels.

221. Nonobstant leurs spécificités nationales, tous les pays de la sous région font face à des défis de développement similaires : chômage, éducation, santé, transformation structurelle des économies, sécurité, lutte contre les effets du changement climatique. Le renforcement de l'intégration régionale, demeure un moyen important pour apporter des réponses collectives efficaces à ces défis et pour faire de l'Afrique du Nord une région plus dynamique, qui pourra jouer un rôle moteur dans le processus de transformation du continent. A ce niveau également, le bureau Afrique du Nord proposera un suivi sous-régional au travers de publications régulières qui pourront être examinées chaque année par le CIE.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Banques Centrales

- Algérie <http://www.bank-of-algeria.dz>
- Egypte <http://www.cbe.org.eg/>
- Libye <http://www.cbl-ly.com/>
- Maroc <http://www.bkam.ma/>
- Mauritanie <http://www.bcm.mr>
- Soudan <http://www.bankofsudan.org/>
- Tunisie <http://www.bct.gov.tn/>
- Union des banques arabes <http://www.uabonline.org/>

Nations Unies

- ACS-UNECA African Statistical Yearbook, 2005, 2008 2009, 2010, 2011, 2012, 2013
- UNCTAD Handbook of Statistics, 2011, 2012, 2013
- UNCTAD, Investment Prospects Survey, 2010-2012, UNCTAD
- UNCTAD "World Investment Report" 2012, 2013
- UNEC A / SRO-NA. - Annual Survey (Mauritania, Morocco and Tunisia), 2012, 2013
- UNEC A / SRO-NA Annual Reports, Economic and Social Conditions in North Africa 2009, 2010, 2011, 2012
- UNDESA "World Economic Situation and Prospects", 2012, 2013 New York, UN
- World Economic Situation and Prospects, (Global outlook), 2012, 2013, 2014 New York, UN
- UNWTO Tourism Highlights, 2012
- CEA, « État de l'intégration régionale en Afrique VI », 2013
- CEA, « Vers une zone de libre échange continentale », 2012
- CEA, « Facilitation des échanges dans une perspective africaine », 2013
- CEA, « Rapport économique », 2012
- CEA-Banque Africaine de Développement-Union Africaine, « Annuaire statistique », 2011
- CNUCED, « Facilitation du commerce dans les accords commerciaux régionaux », 2012

FMI (www.imf.org)

- FMI, Perspectives économiques régionales : Moyen Orient, Afrique du Nord et Asie Centrale, 2013.
- IMF, World Economic Outlook Databases (www.imf.org/)
- World Economic Outlook Database October 2013
- World Economic Outlook Database October 2012
- World Economic Outlook Database October 2011
- World Economic Outlook Database October 2010 - www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2010/02/map/
- IMF, World Economic Outlook (WEO), Housing and Business Cycle, April 2008
- IMF, World Economic Outlook (WEO), Financial Stress, Downturns and Recoveries October 2008
- IMF, World Economic Outlook (WEO), Crisis and recovery April 2009,
- IMF, World Economic Outlook (WEO), sustaining the recovery October 2009,
- IMF, World Economic Outlook (WEO), Rebalancing growth, April, 2010
- IMF, World Economic Outlook (WEO), Recovery, Risk, and Rebalancing October 2010
- IMF, World Economic Outlook (WEO), Tension from the two-speed recovery, April 2011
- IMF, World Economic Outlook (WEO), Slowing Growth, Rising Risks September 2011
- IMF, World Economic Outlook (WEO), Growth Resuming, Dangers Remain, April 2012
- IMF, World Economic Outlook (WEO), Coping With High Debt and Sluggish Growth, October 2012
- IMF, Regional Economic Outlook, Middle East and Central Asia, April 2008, October 2009, April 2010, October 2011, October 2012, October 2013
- IMF Country Report, Mauritania, No. 12/323 December 2012
- IMF, Country Report, Mauritania, No.12/246
- IMF, Country Report, Sudan, No. 12/298, November 2012.
- IMF, Country Report, Tunisia No. 13/161, Juin 2013.
- World Bank, 2010, "Global Economic Prospects 2010", World Bank, Washington, DC.
- IMF databases (website www.Imf.org)
- Banque Mondiale, Doing business, 11ème édition, 2014
- Banque Mondiale, «Regional Economic Integration in the Middle East and North Africa », 2013
- Banque Mondiale, « Trade and Transport Facilitation Assessment », 2010

Publications pays

- Annual report 2012, June 2013, Bank Al-Maghrib, Morocco
- Annual report for the fiscal year 2012, July 2013, Central Bank of Tunisia, Tunisia
- Balance of Payment 2010, November 2011, Central Bank of Tunisia, Tunisia
- Economic situation, periodical, April 2011, October 2012, Central Bank of Tunisia, Tunisia
- The Draft budget for the financial year t 2011, Ministry of Finance and National economy, Sudan
- The draft budget for 2012, Ministry of Finance, Tunisia
- Economical balance, 2010 and 2011, Ministry of Development and International Cooperation, Tunisia
- Economic Development Plan 2011/12, Ministry of Planning, Egypt
- Economic forecast budget, 2011, High Commission for Planning, Morocco
- Economic Review, Vol. 53, No. 2, 2012/2013, November 2012(English) Central bank of Egypt
- Exploratory Budget économique, 2011, 2012, 2013 High Commission for Planning, Morocco
- The Financial Monthly Bulletin, December 2011, Ministry of Finance (Egypt)
- Statistical Year Book, 2010, Central Agency for Public Mobilization and Statistics, Egypt (online database)
- Monthly Statistical Bulletin December 2010 and January 2011, November 2012, Central Bank of Egypt
- Golden Jubilee, 50th Annual Report, 2011, Central Bank of Sudan, Sudan
- EIU Country Reports and Forecast, 2011, 2012, 2013, 2014
- Financial and economic report 2013, Ministry of Economy and Finance, Morocco (<http://www.finances.gov.ma>)
- Follow-up Report on Economic and Social development July-September 2011/2012, Ministry of Economic Development, Egypt
 - Follow up - Economic Development Plan 2011/12, Ministry of Planning, Egypt
 - The note presents the preliminary draft of the Finance Act, Ministry of Finance (Algeria) (in French- La Note de présentation de l'avant projet de la loi de finances, 2013, Ministère des finances, Algérie)
 - Projected budget for the year 2013, High Commission for Planning, Morocco
 - The sixth five year plan 2007-2012, Ministry of Economic Development, Egypt
 - The 12th development plan 2010-14, Ministry of Development and International Cooperation, Tunisia
 - The note presents the preliminary draft of the Finance Act, Ministry of Finance (Algeria) (in French- La Note de présentation de l'avant projet de la loi de finances, 2012, ministère des finances, Algérie)
 - Budget for fiscal year 2012/2013, Ministry of Finance, Egypt
 - Monthly business Survey, Bank Al-Maghrib, Morocco, April 2012 No. 64
 - The draft budget for 2013, Ministry of Finance, Tunisia
 - Follow up - Economic Development Plan 2011/12, Ministry of Planning, Egypt
 - The Economic Brief, Issue No. 21, 2012, Central Bank of Sudan
- Financial Statistics Bulletin, No. 179 Central Bank of Tunisia, June, September, 2012, Tunisia
- Supplement to the Financial Statistics Bulletin, October 2.12, Central Bank of Tunisia,
- Note de conjoncture sur les échanges extérieurs de l'Algérie au cours du 1^{er} semestre 2013, Août 2013, Centre National de l'Informatique et des Statistiques des Douanes, Algérie
- Note de conjoncture n° 198, 200, 201, 202, 203, Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), Maroc
- Loi des finances pour l'année budgétaire 2014, Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) Maroc
- Banque Africaine du Développement, "Libérer le potentiel de l'Afrique du Nord grâce à l'Intégration Régionale", 2012
- OCDE, « Coûts et avantages de la facilitation des échanges », 2005

Other Publications

- Mohamed Hédi Zaiem, Professeur, Université de Carthage et ancien Président du Comité National d'Evaluation de l'enseignement supérieur, « Les inégalités régionales et sociales dans l'enseignement supérieur »
- Briguglio, L., Cordina, G., Farrugia, N., and Vella, S., 2009, 'Economic Vulnerability and Resilience: Concepts and Measurements'
- Foxley, A., 2009, Recovery: The Global Financial Crisis and Middle-income Countries, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, DC.
- Hakim Ben Hammouda, and al (2007) "Diversification: towards a new paradigm for Africa's development"
- Hirschman, A., 1964, "The Paternity of an Index", American Economic Review 54(4-6), pp 761-762
- Odularu, G. o. Export diversification as a promotion strategy for intra-ECWAS trade expansion, African Journal of Business Management, Vol.3 (2), pp 32-38, 2009
- BIT, Les tendances mondiales de l'emploi, 2013

Other Sites Internet

- www.investintunisia.tn (Foreign Investment Promotion Agency (FIPA) Tunisia)
- www.worldbank.org (The World Bank)
- www.maghrebarabe.org (Arab Maghreb Union, UMA)
- www.idsc.gov.eg (Information and Decision Support Center, The Egyptian Cabinet, Egypt)
- www.mop.gov.eg (Ministry of Planning , Egypt)
- www.unctad.org (handbook of statistics, 2009,2010, 2011, 2012 and 2013)
- unctadstat.unctad.org (United Nations Conference on Trade and Development database)
- unstat.un.org (United Nations Statistics Division)
- www.imf.org/external/data.htm (International Monetary Fund)
- www.ins.nat.tn (National Institute of Statistic)
- capmas.gov.eg/?lang=2(Central Agency for Public Mobilization and Statistics, Egypt)
- www.hcp.ma, (High Commission for Planning, Morocco)
- www.imf.org/external/data.htm(IMF Mission Reports)
- www.cbs.gov.sd/ (Sudan Central Bureau of Statistics)
- www.imf.org/external/data.htm (International Monetary Fund).